

Le déclin, terreau d'un (re)développement territorial plus juste ?

Proposition d'organisation d'un séminaire à ART-Dev afin

1. De positionner l'UMR sur les thèmes du déclin territorial (ou de la marginalisation, de la périphérisation) et de l'émergence de pratiques et de politiques de développement alternatives.
2. De définir progressivement un programme de recherche et de dégager des pistes susceptibles de déboucher sur des réponses à des appels d'offre.

Les terrains seront volontairement très larges (territoires ruraux et urbains, au Nord comme au Sud). Dans une perspective interdisciplinaire (géographie, science politique, sociologie, économie), le séminaire consistera à inviter à intervalles réguliers des chercheurs présentant une réflexion théorique et/ou empirique sur les expériences alternatives de développement, notamment dans des territoires connaissant un déclin. On cherchera aussi à relire ou réinterpréter des travaux de collègues de l'équipe sous l'angle de cette nouvelle problématique. Enfin, il s'agira d'organiser une première synthèse bibliographique sur cette problématique au fil des réunions organisées.

Eléments de cadrage

1. Les politiques alternatives de (re)développement

Pour de nombreux auteurs, l'évolution des politiques de développement territorial se caractériserait depuis trois décennies par des dynamiques d'homogénéisation et de standardisation (Harvey, 1989 ; Moulaert et al., 2005 ; Deneuil et Larousse, 2005, Béal et Rousseau, 2008). Pour prendre le cas des villes du Nord, dans lesquelles ce mouvement est particulièrement sensible, les stratégies de développement sont guidées par un ensemble de « bonnes pratiques » qui concernent par exemple la « régénération par la culture », la construction de quartiers d'affaire, de centres commerciaux, d'équipements de loisirs ou de nouvelles infrastructures de transport, les politiques de développement durable, les stratégies de marketing territorial et d'hébergement de grands événements, etc. L'ensemble de ces politiques et projets semble dominé par un objectif surplombant : (re)développer le territoire en le rendant plus attractif pour les firmes et les groupes sociaux les plus désirés (cadres supérieurs, étudiants, « créatifs », touristes...) afin de renforcer son positionnement au sein de la nouvelle division internationale de la production et de la consommation.

Ces logiques s'observent aussi pour les territoires ruraux et l'activité agricole (Horlings et Marsden, 2014). La mise en exergue de bonnes pratiques et de pistes vertueuses (agriculture de niche, tourisme rural, diversification des revenus par les activités non agricole,...) constituent un éventail d'injonctions et de recettes préconisées sans réflexion sur le modèle de développement d'ensemble, les questions de marchés du travail et les impasses croissantes des stratégies migratoires pourtant envisagées par certaines études internationales comme une des voies de « sortie de la pauvreté ».

Dans un contexte de déstabilisation de la base économique de nombreux territoires sous l'effet de la mondialisation, plusieurs facteurs bien mis en lumière par la recherche (comme la

pénétration des dogmes et instruments de gouvernance néolibéraux dans la gestion territoriale, la distension du lien entre élites politiques et sociétés locales ou encore la montée en puissance du secteur financier) expliquent pourquoi les acteurs de la gestion locale se tournent de plus en plus fréquemment vers des solutions *mainstream* dont l'efficacité, rarement débattue, semble uniquement validée par l'évocation du succès de quelques expériences récentes hâtivement érigées en modèles (Ward et McCann, 2011). Par ailleurs, loin d'être confinées aux seuls territoires du Nord, les « bonnes recettes » néolibérales se diffusent largement dans le Sud, conduisant à la mise en œuvre de stratégies entrepreneuriales de développement en Afrique, en Amérique Latine et en Asie, survalorisant l'initiative privée au détriment d'une réflexion sur les modèles de développement, les orientations souhaitées et les investissements collectifs nécessaires.

Pourtant, cette généralisation des stratégies *mainstream* ne doit pas occulter l'existence de politiques alternatives de développement territorial. Par « alternatives », nous entendons ici l'ensemble des initiatives, des démarches ou des projets soutenus par les pouvoirs publics et qui cherchent à organiser un développement s'éloignant des canons du néolibéralisme, c'est-à-dire :

1. Qui ne sont pas conçues selon une perspective *top-down*, au sein de cénacles fermés réunissant les seuls grands élus, experts et représentants du secteur privé, mais selon une perspective *bottom-up* dans laquelle la société locale, et notamment ses composantes sociales ou ethniques les plus désavantagées, constituent l'élément moteur.
2. Qui ne font pas des mécanismes marchands leur principal vecteur d'organisation. Les politiques alternatives n'ont pas pour objectif premier d'accompagner les dynamiques de croissance déjà enclenchées. Elles cherchent davantage, par la mise en place de modes de régulation politique ou « sociale », à limiter les tendances au « développement inégal ».
3. Qui ne visent pas à reconstruire le territoire pour les groupes sociaux les plus aisés, mais avant tout pour les couches populaires déjà présentes dans la ville ou les paysanneries les plus en difficultés en milieu rural. Les politiques alternatives se distinguent des politiques néolibérales de développement car elles placent les ressources publiques au service direct des groupes défavorisés, sans le truchement de l'« effet percolation » justifiant la généralisation des politiques d'offre néolibérales.

Ces politiques alternatives de développement sont hétérogènes quant à leurs objectifs (redistribution, préservation, etc.) et à la nature des ressources publiques utilisées (mesures juridiques et réglementaires, soutien financier à des initiatives locales, transferts d'expertise etc.). Elles peuvent concerner des domaines variés tels que l'aménagement (décroissance planifiée, fiducies foncières, initiatives anti-gentrification et anti-spéculation, etc.), l'économie (systèmes monétaires ou systèmes d'échange locaux, firmes coopératives reposant sur les savoir-faire locaux etc.), la finance (tontines, banques coopératives opérant à l'échelle locale, etc.), l'environnement (mouvement des villes en transition, éco-villages, gratuité des transports publics, etc.), l'alimentation (agriculture urbaine, systèmes alimentaires locaux, etc.) ou encore la gouvernance (budgets participatifs, expériences d'autogestion, etc.).

2. Réévaluer le rôle du déclin territorial

Le séminaire consacrera une attention particulière (bien que non exclusive) aux territoires en déclin. En effet, l'essoufflement économique et la perspective d'une faible croissance de long terme dans le Nord, de surcroît concentrée dans les « territoires qui gagnent » (ceux qui hébergent des *clusters* spécialisés dans les services de pointe, des fonctions de commandement économique, politique ou culturel, des activités drainant une consommation de masse etc., le tout majoritairement concentré dans les espaces centraux des grandes métropoles) au détriment des espaces ruraux, des espaces périurbains et des villes petites et moyennes, est susceptible de rebattre les cartes en matière de stratégies de (re)développement local. La focalisation de l'attention médiatique, mais aussi de la recherche, sur ces territoires « gagnants » (comme les « villes mondiales » du Nord et du Sud par exemple) conduit à occulter le fait que de très nombreux territoires connaissent un déclin démographique et économique prononcé.

En Occident, c'est actuellement le cas pour de nombreux espaces urbains intermédiaires et ruraux en décroissance. Par ailleurs, plusieurs indices laissent à penser que ce déclin va s'accélérer au cours des prochaines décennies, au Nord comme au Sud. D'une part, la grande majorité des pays sont largement entrés dans la transition démographique, laissant entrevoir une stabilisation, voire, dans certains pays du Nord, une diminution structurelle de la population. D'autre part, la grande majorité des pays sont largement entrés dans la transition urbaine, qui contribue au déclin démographique et économique des campagnes et à la formation de zones urbaines concentrant la grande pauvreté. Enfin, la financiarisation de l'économie et la dérégulation des flux de capitaux accélère cette polarisation spatiale en sélectionnant les « régions qui gagnent » et en contribuant à la déstabilisation économique croissante de zones urbaines et rurales autour du monde. De ce fait, la gestion du déclin, voire de la décroissance de nombreuses zones, au Nord comme au Sud, pourrait bien constituer un enjeu majeur du 21^e siècle.

Force est pourtant de constater que le déclin territorial ne constitue toujours pas l'objet d'une réponse adaptée des pouvoirs publics. Le déclin est le plus souvent considéré comme un facteur de déstabilisation sociale et politique, et les politiques publiques déployées sur les territoires concernés considèrent généralement la croissance comme l'unique remède au processus. Ce retour à la croissance est notamment espéré par la mise en œuvre de politiques d'offre standardisées. Après quatre décennies de stratégies nationales et locales néolibérales de redéveloppement, de nombreux travaux mettent en doute leur efficacité au regard de leur consommation élevée de crédits publics et dénoncent leur manière injuste de concevoir le redéveloppement (Brenner et al., 2012 ; Storper, 2013).

Parallèlement, de nombreuses initiatives récentes démontrent que le déclin territorial peut apparaître non plus seulement comme un fléau à combattre, mais au contraire comme une opportunité afin de repenser le développement, en y intégrant davantage de préoccupations en termes de justice (une notion qui fait actuellement l'objet de vifs débats dans les sciences sociales sous ses différentes déclinaisons : justice « sociale », mais aussi « spatiale », « environnementale » ou encore « alimentaire ») (Popper et Popper, 2002 ; Schilling et Logan, 2008 ; Pallagst et al., 2009).

Par ailleurs, rappelons que même si le déclin économique causé par la désindustrialisation constitue une préoccupation prégnante pour les *policymakers* de nombreux territoires du Nord, celle-ci est plus fréquemment partagée par leurs homologues au sein des pays émergents et des pays les moins avancés. Également confrontés à la compétition économique internationale et au développement inégal, ces derniers font également face, ou bien anticipent

des situations de faible croissance, voire de décroissance. La Banque mondiale met ainsi en avant le succès des zones spéciales économiques en Chine alors que des études récentes montrent que seulement 30% de ces zones peuvent être considérées comme des succès et que les bons résultats obtenus dépendent largement de politiques publiques nationales et non de spécificités intrinsèques du territoire.

3. Objectif

Si l'on dispose aujourd'hui d'une littérature conséquente sur les stratégies de développement néolibérales, les travaux sur les politiques alternatives de développement sont beaucoup plus épars. L'objectif de ce séminaire est de combler ces lacunes. En organisant des séances de restitution de travaux de recherche théoriques ou empiriques, axés sur des territoires urbains ou ruraux du Nord comme du Sud, l'objectif sera de décrire, contextualiser, comparer, évaluer et théoriser les politiques alternatives de développement.

Au final, ce séminaire visera à explorer trois grandes hypothèses issues des débats internationaux sur les stratégies et modèles de développement:

1. Le déclin de l'échelle étatique dans la régulation de l'économie et de la société ouvre un espace pour le renforcement de la capacité d'action publique à l'échelle locale, et pour l'émergence de stratégies alternatives de développement territorial.
2. L'essoufflement économique et la perspective d'une faible croissance de long terme voire d'une décroissance pour de nombreux territoires peut être saisie comme une opportunité afin de penser et mettre en œuvre des politiques de (re)développement alternatives au néolibéralisme, plus justes aux plans social, spatial et environnemental sans être pour autant inefficaces au plan économique.
3. Alors que les « bonnes pratiques » néolibérales en matière développement prennent souvent la forme de la duplication de stratégies de développement d'abord expérimentées dans des territoires spécifiques du Nord puis hâtivement érigés en « modèles » pour le Sud, les pratiques et politiques alternatives de développement émanent souvent de territoires émergents dans lesquels des groupes sociaux parviennent à insuffler des considérations en termes de justice sociale au sein des politiques de développement.

Le séminaire s'intéressera donc également à la circulation des idées et des pratiques en matière de (re)développement, en mettant cette fois notamment l'accent sur le dialogue Sud/Nord, ce qui conduit à questionner la logique Nord/Sud fréquemment poursuivie par champ du développement. L'une des hypothèses fortes du séminaire est en effet que les territoires en déclin du Nord, de plus en plus nombreux, peuvent s'inspirer des initiatives de développement innovantes émanant de territoires du Sud afin de concevoir et mettre en œuvre des stratégies de redéveloppement alternatives aux politiques « *mainstream* » dominantes durant les quatre dernières décennies. Enfin, l'un des enjeux du séminaire sera de comprendre à quelles conditions des initiatives de redéveloppement alternatives issues de la société civile peuvent s'institutionnaliser sans se voir pour autant dénaturées.



Métropoles

15 (2014)

Politiques urbaines alternatives (1)

Vincent Beal et Max Rousseau

Alterpolitiques!

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Vincent Beal et Max Rousseau, « Alterpolitiques! », *Métropoles* [En ligne], 15 | 2014, mis en ligne le 15 décembre 2014, consulté le 23 février 2015. URL : <http://metropoles.revues.org/4948>

Éditeur : Philippe Genestier
<http://metropoles.revues.org>
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :
<http://metropoles.revues.org/4948>
Document généré automatiquement le 23 février 2015.
© Tous droits réservés

Vincent Beal et Max Rousseau

Alterpolitiques!

« *The revolutionary replacement of one system by another is both impossible and undesirable. The only way to think of changing the world radically is as a multiplicity of interstitial movements running from the particular. It is in the interstices that the 'ordinary people' who are the heroes of this book are to be found* » (Holloway, 2010: 10).
 « *What remains of the radical left now operates largely outside of any institutional or organised oppositional channels, in the hope that small-scale actions and local activism can ultimately add up to some kind of satisfactory macro alternative. [...] This left seeks to change the world without taking power, so an increasingly consolidated plutocratic capitalist class remains unchallenged in its ability to dominate the world without constraint* » (Harvey, 2014a: xii-xiii).

1. Néolibéralisation et réduction de l'espace des choix dans les politiques urbaines

- 1 Pour de nombreux auteurs, l'évolution des politiques de développement urbain se caractérise depuis trois décennies par des dynamiques entrepreneuriales (Harvey, 2014b ; Hall et Hubbard, 1996 ; Moulaert *et al.*, 2005). La célèbre formule de Margaret Thatcher « *There is no alternative* » semble s'être finalement réalisée, tant les politiques urbaines se sont alignées sur un agenda centré sur la compétitivité et l'attractivité. Depuis les années 1980, les villes, et notamment les plus grandes d'entre elles, ont en effet dû troquer une part croissante de leur portefeuille redistributif (versement d'un « salaire social », production de biens et de services collectifs, contrôle de la rente foncière, etc.) contre des politiques urbaines de l'offre visant à créer les conditions nécessaires à l'attraction des investisseurs, des entreprises et des classes sociales privilégiées (Amin, 1994 ; Peck et Tickell, 2002 ; Béal et Rousseau, 2008 ; Rousseau, 2009 ; Morel Journel et Sala Pala, 2012 ; Morange et Fol, 2014). Les causes de cette évolution sont désormais bien connues. Elles dépassent largement la simple échelle locale, ce qui obscurcit davantage la possibilité de l'avènement de politiques urbaines « alternatives ».
- 2 De fait, la conversion des gouvernements urbains à l'entrepreneurialisme puise ses sources dans le délitement du mode de régulation fordiste, sous l'effet combiné de la globalisation et du tournant compétitif pris par les politiques urbaines élaborées aux échelons nationaux et supranationaux (Le Galès, 2003 ; Brenner, 2003). Cette évolution de l'orientation des gouvernements locaux a produit deux conséquences majeures sur les politiques urbaines. Premièrement, au niveau des processus d'action et des systèmes d'acteurs, on constate un renforcement constant du rôle des acteurs privés dans la gouvernance des villes (Harvey, 2014b ; Le Galès, 1995 ; Halpern et Pollard, 2013) ainsi que la structuration de coalitions urbaines dont la légitimité repose davantage sur leur capacité à produire des politiques urbaines et une « vision » stratégique, que dans leur souci d'entretenir des rapports étroits avec les différents groupes qui composent la ville – et notamment les plus défavorisés (Stone, 1993 ; Pinson, 2007 ; Béal, 2010). Deuxièmement, au niveau des contenus et de la rationalité des politiques urbaines, on assiste à des processus de standardisation de ces politiques, qui apparaissent certes plurielles dans leurs objectifs et leurs modalités, mais n'en restent pas moins dominées par un horizon indépassable : celui de la croissance économique et démographique, perçue comme l'indicateur privilégié de la réussite des villes et de leur capacité à faire bonne figure sur la scène internationale.
- 3 Ce mouvement de standardisation s'est souvent appuyé sur la consécration de « modèles » qui occupent désormais une place sans précédent dans la production urbaine (*Espaces et Sociétés*, 2007 ; Soderstrom et Paquot, 2012 ; Carriou et Ratouis, 2014). Ceux-ci s'apparentent à des expériences qui, en vertu de leur réputation d'excellence et d'exemplarité, finissent par acquérir le statut de « bonnes pratiques » ou d'exemples à suivre, sans que ni leur bien-fondé, ni leur adaptabilité à d'autres contextes que celui de leur élaboration ne soient démontrés, voire débattus (Béal, 2014). Ces modèles concernent des domaines aussi variés que la « régénération

par la culture », les politiques de développement durable, les stratégies de marketing territorial et d'hébergement de grands événements, la construction de quartiers d'affaires, de centres commerciaux, de stades de sport ou de nouvelles infrastructures de transport, etc. L'ensemble de ces politiques et projets urbains semble dominé par un objectif surplombant : (re)développer les villes en les rendant plus attractives pour les firmes post-fordistes et les groupes sociaux les plus désirés (cadres supérieurs, étudiants, « créatifs », touristes, etc.), afin de renforcer leur positionnement au sein de la nouvelle division internationale de la production et de la consommation (Reigner, 2013 ; Rousseau, 2014). Cette tendance puise elle-même ses racines dans l'action conjointe de plusieurs dynamiques : la pénétration des dogmes néolibéraux dans la gestion urbaine (Brenner et Theodore, 2002 ; Béal et Rousseau, 2008), l'accélération de la circulation des idées et des concepts dans les sphères technico-politiques impliquées dans l'aménagement et l'urbanisme (McCann et Ward, 2011 ; Peck, 2011a), l'émergence d'une communauté de consultants et d'experts transnationaux (Saint-Martin, 2000) tels ceux qui gravitent autour du « *Global Intelligence Corps* » (Rimmer, 1991 ; Rapoport, à paraître), la distorsion du lien entre élites politiques locales et sociétés urbaines (Pinson, 2009 ; Pasotti, 2010), la diffusion d'instruments de contrôle de la performance au travers des restructurations néo-managériales des États (Faucher-King et Le Galès, 2010 ; Epstein, 2013) ou encore la montée en puissance du secteur financier dans la production de l'urbain (Renard, 2008 ; Aalbers, 2012 ; Attuyer *et al.*, 2012).

4 Dans un contexte persistant de déstabilisation de la base économique de nombreuses villes occidentales, ces facteurs expliquent pourquoi les acteurs de la gestion urbaine s'orientent de plus en plus fréquemment vers des politiques entrepreneuriales tournées vers l'offre (Harvey, 2014b), que l'on qualifiera ici de *mainstream*¹. La généralisation de ces politiques s'explique par la croyance dans leur efficacité, qui pourtant ne repose le plus souvent que sur le « succès » (par ailleurs discutable) de quelques expériences récentes hâtivement érigées en modèles, telles celles, largement médiatisées, de Glasgow et Bilbao dans le domaine de la culture, Hambourg et Seattle dans celui des activités créatives, Londres et Barcelone dans l'organisation d'événements sportifs prestigieux, ou encore Vancouver et Breda dans les pratiques de développement durable. Par ailleurs, cette tendance ne se résume plus aux seules villes du Nord. La recherche urbaine montre ainsi comment les « bonnes recettes » néolibérales en matière de gestion urbaine se diffusent également dans les villes du Sud, conduisant à la mise en œuvre de stratégies entrepreneuriales de développement urbain en Afrique (Murray, 2011 ; Myers, 2011), en Amérique Latine (Portes et Roberts, 2005) et en Asie (Wu, 2003 ; Broudehoux, 2007 ; Dupont, 2011). Les villes du Sud ne constituent d'ailleurs pas les simples réceptacles de stratégies initiées dans les villes occidentales, puisqu'elles cherchent également de plus en plus à s'afficher comme les modèles d'un urbanisme néolibéral, ainsi que le montre l'exemple récent de la course à la construction d'éco-cités en Asie et au Moyen-Orient (Pow et Neo, à paraître).

5 Ce constat d'une diffusion accélérée des stratégies urbaines entrepreneuriales dans un contexte d'enracinement du néolibéralisme au sein des différents espaces nationaux (Brenner et Theodore, 2002) conduit inévitablement à reposer l'une des questions fondatrices de la recherche urbaine : quelle est la marge d'autonomie des gouvernements locaux ? Autrement dit, les villes sont-elles condamnées à ne mener que des politiques tournées vers l'offre, ou bien disposent-elles au contraire d'une marge de manœuvre dans la définition de leur stratégie de développement économique et urbain ? Dans les années 1980, dans un contexte de durcissement de la compétition interurbaine aux États-Unis, cette question avait donné lieu à des controverses stimulantes entre des chercheurs tels que Paul Peterson (1981), John Logan et Harvey Molotch (1987) ou Clarence Stone (1989). Ceux-ci ne partageaient pas les mêmes cadres théoriques : ainsi, Peterson était influencé par l'approche du *public choice* tandis que Logan et Molotch se rapprochaient davantage des approches néo-marxistes. Toutefois, ils se retrouvaient sur le constat que l'impératif de compétitivité faisait désormais peser une pression nouvelle sur les acteurs locaux, qui n'avaient ainsi d'autre choix que de s'engager dans des stratégies développementalistes visant à renforcer la compétitivité et l'attractivité des villes afin d'élargir leur assiette fiscale. Ce débat a ensuite perdu de sa centralité. Il a certes été

prolongé dans les travaux sur les régimes urbains, au travers notamment de la controverse entre Clarence Stone et David Imbroscio sur les régimes progressistes et les alternatives au développement économique local (Imbroscio, 1997 ; 2003 ; Stone, 2003), et dans ceux portant sur la gouvernance urbaine, autour des questionnements sur la (re)constitution d'une capacité à gouverner dans un contexte plus incertain et complexe (Le Galès, 1998 ; Jouve et Lefèvre, 2002 ; Pinson, 2002 ; Heinelt et Kubler, 2005). Toutefois, ces travaux ont également déplacé le débat initial en insistant davantage sur les modalités de régulation et de coordination des acteurs et des intérêts que sur les contenus des politiques urbaines et les finalités de l'action.

6 La question de l'autonomie des gouvernements locaux et de leur capacité à produire des politiques urbaines qui s'éloignent de l'entrepreneurialisme a néanmoins resurgi récemment, autour des analyses cherchant à décrypter les mutations du néolibéralisme sous l'effet de la crise financière débutée en 2007. Cette crise a contribué – au moins dans un premier temps – à légitimer certaines critiques adressées aux politiques urbaines les plus entrepreneuriales, ouvrant ainsi une brèche à l'émergence de politiques urbaines alternatives (Robinson, 2011). De fait, des chercheurs comme Margit Mayer dans le cas européen (Soureli et Youn, 2009) ou Julian Yates et Karen Bakker pour les villes sud-américaines (Yates et Bakker, 2013) perçoivent dans ce nouveau contexte un terreau favorable à l'émergence de stratégies urbaines « post-néolibérales » plus progressistes, plus justes, et enfin plus respectueuses de l'environnement. D'autres, plus sceptiques, considèrent la crise comme une nouvelle étape dans les mutations du néolibéralisme (Brenner *et al.*, 2012), au cours de laquelle l'objectif d'extension des dynamiques marchandes a été réaffirmé tout en s'accompagnant toutefois de la mise en place de nouvelles mesures « compensatoires »² visant à répondre aux échecs les plus visibles des politiques mises en œuvre lors de la phase précédente (Peck *et al.*, 2010 ; Oosterlynk et Gonzalez, 2013 ; Merrifield, 2014). Plus généralement, ces derniers travaux font écho aux analyses selon lesquelles la réduction de l'espace des choix et l'affirmation d'un consensus autour des recettes néolibérales ne sont que les symptômes d'une transformation plus profonde : la transition post-démocratique et/ou post-politique des sociétés contemporaines (Crouch, 2003 ; Swyngedouw, 2007 ; 2011), dont les villes seraient l'un des théâtres privilégiés (Rousseau, 2011 ; Béal, 2012 ; Raco et Lin, 2012 ; Metzger *et al.*, 2014).

2. Les politiques urbaines alternatives : essai de définition

7 Si les villes peuvent ainsi être appréhendées comme des échelons de gouvernement dans lesquels les choix politiques sont restreints par des contraintes externes provenant des pressions macro-économiques ou des échelons supérieurs de gouvernement, elles sont également souvent considérées comme des lieux d'innovation, dans lesquels sont expérimentés de nouvelles formes d'action (Moulaert *et al.*, 2007 ; Harvey, 2012 ; Rousseau *et al.*, 2014). Cette caractéristique a parfois été surévaluée ou instrumentalisée, comme par exemple dans la doctrine du *New localism* ou bien, plus récemment, dans les travaux normatifs sur la ville créative. Elle a également conduit certains analystes à surestimer la capacité des villes à agir sur le développement économique local, alors que cet enjeu est avant tout influencé par des dynamiques externes comme les politiques nationales ou les évolutions macro-économiques (Storper, 2013). Toutefois, les villes constituent bien, historiquement, les lieux d'émergence des principales innovations sociales et politiques. Elles sont également le site de l'apparition et du développement des mouvements ouvriers et sociaux, comme les syndicats au 19^{ème} siècle, les luttes urbaines au 20^{ème} ou les mouvements globaux plus récemment. Pour ces raisons, les villes peuvent être appréhendées comme des échelles stratégiques dans l'émergence de nouvelles pratiques sociales et de nouvelles politiques publiques davantage inclusives (Rousseau *et al.*, 2014). Les exemples contemporains de pratiques innovantes fondées sur la mobilisation de ressources locales dans les quartiers informels des mégapoles du Sud (Simone, 2010 ; Roy, 2011) ou encore de stratégies de décroissance planifiée entreprises dans certaines villes en déclin de la *Rustbelt* américaine (Schilling et Logan, 2008) le rappellent encore.

8 Le parti pris de ce numéro de *Métropoles* est justement de s'intéresser à ces alternatives. En raison de sa nature potentiellement normative, l'usage du terme « alternatif » pose

toutefois problème d'un point de vue scientifique (Unger, 1987 ; Harvey, 2000). Nous pouvons cependant commencer par le définir par défaut, par contraste avec ce à quoi il s'oppose. En effet, tout l'intérêt de cette notion est de regrouper un ensemble hétérogène d'initiatives, de démarches et de politiques urbaines, qui n'entrent pas dans le *mainstream* des stratégies urbaines, c'est-à-dire des politiques entrepreneuriales tournées vers l'offre qui sont aujourd'hui valorisées dans les sphères politico-techniques liées à l'aménagement et à la ville. Il ne s'agit pas, avec cette opposition alternatif/*mainstream*, de construire des catégories analytiques aux frontières étanches, qui ne rendraient compte ni de la diversité, ni de la complexité des stratégies urbaines contemporaines, mais davantage d'isoler les traits les plus saillants de politiques urbaines dont les rationalités et les objectifs se démarquent des dogmes néolibéraux. Ainsi, par « alternatives », nous entendons ici l'ensemble des initiatives, des démarches ou des projets soutenus par des municipalités et qui cherchent à organiser un développement urbain s'éloignant des canons de l'entrepreneurialisme, c'est-à-dire :

1. Qui ne sont pas conçus selon une perspective *top-down*, au sein de cénacles fermés contrôlés par de grands élus, experts et représentants du secteur privé, qui disposent d'une culture commune et d'une représentation similaire des problèmes urbains et de la manière de les traiter. Les politiques urbaines alternatives sont davantage construites dans une perspective *bottom-up* dans laquelle la société urbaine, et notamment ses composantes sociales ou ethniques les plus désavantagées, constitue l'élément moteur.
2. Qui ne font pas des mécanismes marchands leur principal vecteur d'organisation. Les politiques urbaines alternatives peuvent certes être intégrées à l'économie marchande, mais elles n'ont pas pour objectif premier d'accompagner les dynamiques de croissance déjà enclenchées. Elles cherchent avant tout, par la mise en place de modes de régulation politique ou « sociale », à limiter les tendances au « développement inégal » des villes contemporaines en promouvant des formes de politiques urbaines plus justes d'un point de vue social et environnemental (Fainstein, 2010 ; Chatterton, 2014).
3. Qui ne visent pas à reconstruire la ville pour les groupes sociaux les plus aisés ou la « classe visiteuse » (Eisinger, 2000), mais avant tout pour les couches populaires déjà présentes dans la ville. Les politiques urbaines alternatives se distinguent des politiques urbaines néolibérales car elles placent les ressources publiques au service direct des groupes défavorisés, sans le truchement du « *trickle-down effect* ».

9 Ces pratiques et politiques alternatives de développement urbain sont hétérogènes quant à leurs objectifs (redistribution, préservation, participation, etc.) et à la nature des ressources municipales utilisées (normes juridiques et réglementaires, soutien financier à des initiatives locales, transferts d'expertise, etc.). Elles peuvent concerner des domaines variés tels que l'urbanisme (décroissance urbaine planifiée, fiducies foncières, initiatives anti-gentrification et anti-spéculation, etc.), l'économie (systèmes monétaires ou systèmes d'échange locaux, firmes coopératives reposant sur les savoir-faire locaux, etc.), la finance (tontines, banques coopératives opérant à l'échelle du quartier/de la ville, etc.), l'environnement (mouvement des « villes en transition », gratuité des transports publics, etc.), l'alimentation (agriculture urbaine, systèmes alimentaires locaux, etc.) ou encore la gouvernance (budgets participatifs, expériences d'autogestion, etc.). Elles sont également le plus souvent incomplètes et peuvent, dans bien des cas, côtoyer dans une même ville des stratégies beaucoup plus entrepreneuriales, comme le montre aujourd'hui l'exemple emblématique de Détroit où la municipalité a mis en place une politique de décroissance planifiée en concertation avec les habitants des quartiers défavorisés, tout en accueillant des « stars » du consulting urbain (Richard Florida en tête) afin de définir une stratégie de redéveloppement entrepreneuriale (Peck, 2011b).

3. Une lecture dynamique des alternatives : émergence et institutionnalisation

10 Il serait impossible de dresser une histoire, même partielle, des politiques urbaines alternatives, tant celles-ci ont évolué suivant les périodes et les lieux. Notre objectif s'avère donc différent : il s'agit ici de se concentrer sur la période la plus récente, c'est à-dire celle qui débute dans

les années 1960-1970, en pleine crise du fordisme. Cette période donne lieu, dans différentes villes du Nord, à la mise en place de politiques visant à proposer des alternatives, d'une part, aux formes d'organisation verticales et hiérarchiques portées par des États encore dominants dans l'aménagement urbain, et d'autre part, à la (re)montée en puissance des régulations marchandes dans la fabrique de la ville.

11 Les années 1970 constituent à ce titre une période charnière. Sur fond de crise économique et de politisation accrue des sociétés urbaines, la mise en cause du modèle de développement fordiste (Amin, 1994 ; Brenner, 2004) et la structuration de mouvements s'appuyant sur les nouvelles classes moyennes (Bidou, 1984 ; Mayer, 1993) débouchent sur l'élaboration, dans de nombreuses villes occidentales, d'initiatives alternatives. Ces dernières sont très hétérogènes. Certaines sont avant tout portées par des mouvements urbains qui n'ont noué que peu de contacts avec les municipalités, comme dans le cas des *Provos* à Amsterdam. D'autres, initiées par les sociétés urbaines, font ensuite l'objet d'une réappropriation par des acteurs publics soucieux de s'adapter aux transformations de la société et de trouver des solutions à des problèmes nouveaux, comme dans le cas des *Pobladores* au Chili (Castells, 1973). D'autres, enfin, sont directement construites par des municipalités désormais dirigées par des élus davantage politisés – comme la nouvelle gauche urbaine au Royaume-Uni (Gyford, 1986), les élus-militants en France (Borraz, 1999), ou encore la nouvelle gauche italienne (Bagnasco et Negri, 1994) –, désireux de s'investir dans les enjeux du développement économique, du logement ou de la qualité de vie, et de nouer des liens plus étroits avec les différents groupes sociaux qui composent les villes.

12 Ces exemples permettent de formuler l'hypothèse selon laquelle l'existence d'un lien puissant entre une société urbaine mobilisée et une municipalité constitue l'une des conditions nécessaires à l'émergence de stratégies urbaines alternatives. Ainsi, dans le cas britannique, la Nouvelle gauche urbaine – un courant de l'aile gauche du Parti travailliste – puise directement ses sources dans les nouveaux mouvements sociaux surgis autour de la défense des minorités et de la question de l'accès à l'emploi, au logement, aux services sociaux et à l'environnement. Dans un contexte de déclin industriel, ce mouvement fait émerger une conception originale du pouvoir local qui s'appuie sur une critique de l'évolution du travaillisme municipal (contestation de la dérive autoritaire du parti, de la distance croissante entre les autorités locales et la population, etc.) ainsi que sur une conception des villes comme « laboratoires » de la mise en œuvre de politiques inclusives, axées notamment sur la participation des ouvriers et des immigrés à la vie politique et économique (promotion des coopératives, etc.). Alors que la crise urbaine s'aggrave au tournant des années 1980, le mouvement devient majoritaire au conseil de nombreuses grandes villes comme Londres, Manchester ou Sheffield, qui se transforment en sites d'expérimentation d'un modèle de développement économique et social en tout point alternatif à celui élaboré par le gouvernement central de M. Thatcher. Ces municipalités refusent ainsi de jouer le jeu de l'attraction d'investisseurs extérieurs et de la transition vers l'économie de services, préférant au contraire placer leurs ressources au service du renforcement de la base économique industrielle et de l'émancipation de la population locale, notamment par la promotion des coopératives ouvrières. Elles s'efforcent également de promouvoir une version moins hiérarchique et descendante du pouvoir, en créant des dispositifs participatifs et en favorisant l'implication des mouvements urbains et des syndicats dans les commissions municipales. Par ailleurs, ces jeunes élus et activistes tentent de constituer un réseau de villes apte à proposer une stratégie de développement viable mais alternative, tant à la gestion municipale traditionnelle qu'au référentiel néolibéral désormais promu par l'État central. Cette alternative, qui a profondément renouvelé la gestion urbaine, repose notamment sur la mise en œuvre d'une planification économique et sociale de la ville, d'une politique de formation inclusive et d'une politique de soutien à l'éclosion et au développement des coopératives ouvrières (Le Galès, 1990). Bien qu'ambigu³, l'héritage de la Nouvelle gauche urbaine reste aujourd'hui important. Les raisons de son échec le sont tout autant, notamment pour comprendre la trajectoire des alternatives actuelles. Ainsi, il apparaît rétrospectivement que le mouvement a sans doute péché par sa faible structuration à l'échelle nationale et sa grande hétérogénéité d'une ville à l'autre (Béal et Rousseau, 2008).

- Il s'est également affaibli à mesure que la classe ouvrière – l'une des deux composantes, avec la nouvelle classe moyenne, de l'alliance sur laquelle il s'appuyait – se diluait dans les destructions massives de l'emploi industriel (Rousseau, 2011). Il a enfin été étouffé par le manque de financements lié au contexte d'effondrement de la base économique des villes britanniques et de durcissement des conditions d'accès aux dotations du gouvernement central.
- 13 Si les initiatives mises en place par la Nouvelle gauche urbaine britannique n'ont finalement pas résisté aux assauts des gouvernements conservateurs dans les années 1980, d'autres démarches ont connu davantage de succès en parvenant à perdurer dans le temps. Elles sont aujourd'hui en proie à des dynamiques d'institutionnalisation leur faisant courir le risque d'une neutralisation de leur potentiel de transformation social et politique. À l'image de certains mots d'ordre comme le développement durable, l'*empowerment* ou encore la mixité sociale dont les vertus transformatrices ont un temps été louées avant de s'étioler (Béal *et al.*, 2011 ; Bacqué et Mesmache, 2013 ; Tissot, 2014), ces pratiques alternatives se sont généralisées et professionnalisées, perdant souvent leur caractère militant initial. Les exemples sont nombreux. Les politiques patrimoniales inventées à Bologne dans les années 1970 sont aujourd'hui au cœur des stratégies d'attractivité des villes et ne cessent d'alimenter les processus de gentrification. Les éco-quartiers mis en place dans les années 1970 et 1980 à l'initiative de mouvements urbains cherchant à promouvoir une autre vision de l'environnement, du logement et de la ville, sont aujourd'hui bien souvent présentés comme des figures imposées de la ville compétitive aussi bien par les élus locaux que par les promoteurs immobiliers. Même les démarches les plus subversives, comme la création de la *Freetown* de Christiania à Copenhague (une enclave urbaine de 1000 habitants, instaurée en 1971 par des groupes de *squatters*, de *hippies* et d'individus subissant une marginalisation économique et sociale, et qui bénéficie d'un statut juridique dérogatoire du droit commun), connaissent un processus de normalisation depuis le début des années 2000 (Thorn *et al.*, 2011).
- 14 En s'appuyant sur la sociologie des mouvements sociaux⁴, qui scrute depuis plusieurs décennies ce type de processus (Tarrow, 1994 ; Dalton et Kuechler, 1996 ; Pruijt, 2003), il est possible de définir l'institutionnalisation au prisme de trois dimensions : une perte de l'identité initiale du mouvement (Castells, 1993) ; une évolution de son répertoire d'action, au départ caractérisé par des formes d'action contestataires et radicales qui sont rapidement supplantées et/ou complétées par des modalités d'action plus conventionnelles (Kriesi *et al.*, 1995) ; et enfin une cooptation par les pouvoirs publics, qui peut soit faire disparaître le mouvement, soit élargir son audience (Tarrow 1994). Appliquée aux politiques urbaines, cette grille d'analyse permet de comprendre les risques que font courir les processus d'institutionnalisation aux alternatives : cooptation, affaiblissement de leur caractère militant, voire dilution de leurs potentiels subversif et transformatif. Si cette institutionnalisation est sans doute le prix à payer pour que les pratiques et politiques urbaines se pérennisent et gagnent de l'influence, elle n'en fait pas moins peser de sérieux doutes sur leur capacité à contrer les tendances dominantes de la production urbaine. Ainsi, pour de nombreux chercheurs et malgré les débats actuels sur l'avènement du « post-néolibéralisme » (Brand et Sekler, 2009), la crise actuelle, par comparaison avec celle du système keynésiano-fordiste, ne donnerait finalement pas davantage prise aux mouvements visant la transformation sociale radicale (comme ceux, par exemple, qui militent pour des droits universels tels que le revenu garanti, le logement ou la démocratie, dont l'influence reste limitée). De nombreuses analyses produites par la recherche urbaine anglophone semblent suggérer que l'émergence et surtout la diffusion des politiques urbaines alternatives actuelles dépendraient finalement avant tout de leur capacité à se fondre dans le contexte entrepreneurial. À ce propos, le parallèle dressé par Neil Brenner et ses collègues est frappant : dès les années 1960-1970, le concept d'« autogestion » s'était vu digéré par l'urbanisme technocratique ; de même, la redécouverte récente du « droit à la ville » d'Henri Lefebvre par la recherche urbaine critique et les activistes des grandes villes du monde entier s'est aussitôt vue réappropriée pour légitimer des dispositifs contrôlés de démocratie participative à l'échelle locale (Brenner *et al.* 2009).

4. Une variété d'alternatives : l'importance des contextes locaux

- 15 Appuyée sur les articles de ce dossier, écrits par des auteurs aux profils disciplinaires variés (sociologie, géographie, science politique, urbanisme, architecture) et couvrant un large spectre de villes du Nord (États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, Pays-Bas, Espagne, Pologne, Danemark et France), notre position est pourtant plus nuancée. Sans remettre en cause l'apport des travaux portant sur la diffusion de principes néolibéraux conduisant presque inévitablement à l'institutionnalisation et *in fine* à la « neutralisation » des pratiques et des politiques locales alternatives, ce numéro spécial cherche à montrer que les contextes locaux conservent une importance cruciale. En effet, à l'instar des mouvements sociaux urbains actuels qui se caractérisent par leur haut degré de fragmentation et de diversité (Mayer, 2000), les politiques urbaines post-fordistes restent hétérogènes et présentent des trajectoires fortement différenciées (Douillet *et al.*, 2012). Comme le montre l'exemple évocateur d'Amsterdam, étudié par Justus Uitermark (2004), à l'intérieur d'un mouvement axé sur une pratique similaire (le squat) au sein d'une même ville (Amsterdam), certains groupes sont cooptés par la municipalité alors que d'autres sont exclus. Par ailleurs, l'institutionnalisation d'une alternative n'est pas nécessairement synonyme de la neutralisation de son caractère subversif : certains mouvements parviennent à garder leur identité tout en intégrant des stratégies de développement urbain (Uitermark, 2004), garantissant ainsi le caractère alternatif de celles-ci. L'un des principaux objectifs de ce dossier est donc de rendre justice à ces contextes sociaux, économiques et politiques, dont la spécificité explique en grande partie l'émergence (ou non) des alternatives urbaines et les trajectoires qu'elles empruntent par la suite. Plus précisément, le dossier apporte trois éléments aux débats internationaux actuels sur le rôle de la ville dans l'émergence, le développement et la diffusion d'un modèle de développement alternatif.
- 16 Premièrement, le dossier montre que les effets de la crise actuelle (immobilière, financière, économique, sociale, politique, écologique, des finances publiques, etc.) ne peuvent encore être totalement appréhendés. Si certains signes tendent à confirmer le maintien et la transformation des stratégies entrepreneuriales dans les villes, d'autres à l'inverse soulignent le potentiel transformatif induit par cette situation. Ainsi, dans certaines villes, la profondeur et la violence de la crise seraient de nature à ouvrir une fenêtre d'opportunité permettant l'émergence de pratiques et de politiques alternatives. Il n'existe certes pas de lien mécanique entre l'existence d'un contexte de déclin et la mise à l'agenda de politiques urbaines alternatives mais, dans certaines configurations institutionnelles, une situation de décroissance peut favoriser l'apparition d'une nouvelle manière d'appréhender le développement urbain, moins marquée par les dogmes entrepreneuriaux (Bernt *et al.*, 2014). À Cleveland, par exemple, le déclin démographique, social et économique a permis d'ouvrir le débat sur la pertinence des recettes entrepreneuriales, lequel a débouché sur l'élaboration d'une véritable « stratégie de décroissance » caractérisée par la volonté d'extraire une partie de la production urbaine des dynamiques marchandes et de relocaliser l'économie (Alessandro Coppola). Plus généralement, ce contexte d'approfondissement d'une crise multiforme a suscité l'émergence de multiples initiatives alternatives et militantes qui n'ont pas encore fait l'objet d'une analyse généralisée. Par exemple, l'accentuation de la crise environnementale est à l'origine de l'apparition d'une véritable nébuleuse de pratiques qui ont considérablement enrichi les réflexions sur le développement économique, particulièrement dans les villes (Peter North et Alexander Nurse).
- 17 Deuxièmement, à l'image des « bonnes pratiques » relevant de l'urbanisme néolibéral, les pratiques et les politiques alternatives de développement urbain font l'objet de circulations croissantes et à toutes les échelles, produisant des hybridations entre le modèle et les situations locales et compliquant de ce fait toute tentative de montée en généralité. Nous l'avons vu, la question de la constitution d'un réseau de villes était apparue (à raison) comme cruciale aux yeux des promoteurs de la Nouvelle gauche urbaine, et la divergence des intérêts politiques ainsi que l'inégale volonté des élus de s'engager dans une stratégie alternative ont *in fine*

contribué à saper le mouvement. De même, les initiatives alternatives actuelles analysées dans le cadre de ce dossier ne sont pas purement locales. Elles prennent certes appui sur une localité qu'elles contribuent par ailleurs à construire de différentes manières : par exemple, comme un modèle de gestion urbaine axée sur la mixité sociale et intergénérationnelle (c'est le cas de l'habitat participatif analysé par Sabrina Bresson et Lidewig Tummers), comme le site d'une expérimentation de la mutualisation d'un transport individuel (c'est le cas des politiques de vélo en libre-accès observées par Maxime Huré), comme le lieu d'une intensification de la démocratie (c'est le cas des budgets participatifs évoqués par Wojciech Koblowski et Mathieu Van Criekingen), ou encore comme un support pour la relocalisation de l'économie (c'est le cas de la décroissance planifiée analysée par Alessandro Coppola, des marchés de producteurs étudiés par Pascale Joassart-Marcelli et Fernando Bosco, ou encore des politiques urbaines progressistes de lutte contre le changement climatique observées par North et Nurse). Cependant, l'équation qui finit par être posée entre « ville » et « alternative » – l'ancrage d'une initiative apparaissant de plus en plus, à tort, comme le garant de son potentiel transformatif (Joassart-Marcelli et Bosco) – présente une autre facette : les alternatives contribuent également à construire les villes d'une manière pleinement compatible avec des démarches relevant de l'entrepreneuralisme urbain. Cette caractéristique débouche d'ailleurs parfois sur des conflits entre les mouvements à l'origine des pratiques alternatives et les acteurs qui tentent de les faire évoluer vers une logique entrepreneuriale⁵. Plus précisément, dans leur quête effrénée de captation de rentes constituées par l'afflux de touristes, de firmes opérant sur un marché spécifique ou de groupes spécifiques tels que la « classe créative » par exemple (Harvey, 2001), les coalitions publiques-privées pilotant les stratégies de développement accordent une importance croissante aux logiques d'« *urban branding* », c'est-à-dire de création d'une véritable marque urbaine supposée refléter vers l'extérieur l'identité du lieu (Rousseau, 2011). Or, les marchés de producteurs (Joassart-Marcelli et Bosco), l'habitat participatif (Bresson et Tummers) ou le vélo en libre-service (Huré) peuvent précisément constituer le support de telles pratiques de renforcement de la légitimité des coalitions réunissant élus et firmes par la « vente » efficace de la ville. Plus généralement, l'ensemble des pratiques et politiques alternatives étudiées dans le cadre de ce dossier offrent la possibilité de « ré-imager » les villes, de leur conférer une identité forte et spécifique, ce qui constitue justement l'une des obsessions de l'économie symbolique qui caractérise la dernière phase d'entrepreneuralisme urbain (Zukin, 2006 ; Rousseau, 2013). Toutefois, bien qu'ancrées dans un lieu, les alternatives n'en constituent pas moins une « bonne pratique » en circulation, diffusée par le biais de réseaux internationaux très diversifiés mais inégalement structurés, depuis les réseaux de militants écologistes (Huré) jusqu'aux promoteurs immobiliers (Joassart-Marcelli et Bosco), en passant par la Banque mondiale qui promeut désormais les budgets participatifs (Koblowski et Van Criekingen). Comme l'évoquent les articles rassemblés ici, la nature de ces réseaux ainsi que le profil des acteurs qui réceptionnent une initiative alternative pour l'ancrer dans la ville ou le quartier déterminent grandement le devenir de son potentiel transformatif.

18 Troisièmement, à l'image des mouvements sociaux, les pratiques et politiques alternatives semblent connaître, sinon des cycles de vie, du moins des trajectoires dynamiques. Leur institutionnalisation semble souvent nécessaire afin de dépasser le stade de la simple expérimentation. Toutefois, ce processus s'accompagne d'un danger bien connu : celui d'une dilution du potentiel « alternatif » des initiatives au sein du référentiel entrepreneurial des politiques urbaines. Notons ici que cette tendance du capitalisme et de la technocratie à digérer les initiatives subversives pour les restituer sous une forme marchandisée et dépolitisée n'est bien évidemment ni récente, ni restreinte à la ville : elle affecte de longue date l'ensemble des mouvements visant une transformation culturelle, sociale, économique et/ou politique (Heath et Potter, 2006 ; Boltanski et Chiapello, 1999). En ce qui concerne les villes, cette « récupération » n'est pourtant pas une fatalité et ce dossier démontre que ce sont avant tout les contextes locaux qui expliquent la trajectoire des pratiques alternatives au fil de leur institutionnalisation. Les pratiques et politiques alternatives de développement urbain sont en effet, par leur essence même, ambigües : les vélos en libre-service (Huré), la

décroissance planifiée (Coppola), les marchés de producteurs (Joassart-Marcelli et Bosco), les budgets participatifs (Kebrowski et Van Criekingen), l'habitat participatif (Bresson et Tummers) et les stratégies « *low-carbon* » (North et Nurse) ne constituent pas des initiatives particulièrement subversives par nature. Nous progressons donc ici dans notre définition du concept d'« alternatives urbaines » : à la différence des démarches « radicales », qui se confrontent ouvertement au système économique-politique hégémonique, les initiatives « alternatives » ne s'opposent pas frontalement au néolibéralisme ou à l'entrepreneuralisme mais cherchent plutôt à ouvrir un espace affranchi de l'emprise de ces derniers (Holt Gimenez et Shattuck, 2010). Autrement dit, elles cherchent à « changer le monde sans prendre le pouvoir » (Holloway, 2008), s'exposant ainsi à des doutes quant à la réalité de leur potentiel transformatif (voir Harvey, 2014a). Et, de fait, les initiatives alternatives semblent plus aisément « récupérables » – ce qui, évidemment, ne signifie pas pour autant qu'elles soient inévitablement récupérées. C'est là l'un des principaux apports de ce dossier : la plupart des auteurs adoptent une démarche comparative dans l'espace ou le temps, qui permet d'observer comment une *même* pratique alternative présentant un potentiel de transformation sociale peut se voir préservée, ou à l'inverse dénaturée, selon les contextes locaux : le vélo en libre-service constitue ainsi bien davantage une alternative dans l'Amsterdam des années 1970 que dans le Lyon des années 2000 (Huré) ; l'habitat participatif apparaît davantage alternatif à Fribourg, Tübingen et Almere qu'à Strasbourg (Bresson et Tummers) ; et les budgets participatifs disposent de vertus transformatrices à Cordoue, alors qu'ils ne constituent qu'une simple chambre d'enregistrement des politiques urbaines *mainstream* à Sopot (Kebrowski et Van Criekingen). Le constat s'avère similaire pour une initiative opérant dans des quartiers situés dans une même ville. Ainsi à San Diego, les marchés de producteurs n'ont pas les mêmes caractéristiques dans l'ensemble de la ville : ils s'avèrent beaucoup plus alternatifs à City Heights et Southeastern qu'à Little Italy (Joassart-Marcelli et Bosco).

19 Les traditions militantes locales, les profils socio-économiques des villes et des quartiers, les rapports politique/économie/société, les agendas politiques locaux, bref, l'équation particulière que constitue chaque ville, constitue toujours le principal déterminant de l'émergence des alternatives urbaines et de leur évolution. L'avenir, donc, reste ouvert.

5. Présentation des articles

20 L'article d'Alessandro Coppola s'intéresse aux stratégies mises en place par les villes de la *Rustbelt* américaine confrontées aux processus de déclin démographique et économique qui débutent dans les années 1970, au moment de la désindustrialisation. À partir d'une enquête sur Cleveland, il montre que ces villes ont longtemps appliqué à la lettre les recettes classiques de l'entrepreneuralisme, qui apparaissent pourtant largement inadaptées à leur situation de déclin. Face à l'échec de ces politiques, un changement s'opère à Cleveland à la fin des années 2000. Pour répondre à l'accentuation des processus de déclin et à leur concentration extrême dans certains secteurs de la ville ou dans certains groupes sociaux et ethniques, la municipalité décide de mettre en place une stratégie alternative de « décroissance planifiée » misant sur trois éléments principaux : la création d'une banque foncière permettant d'extraire une partie du foncier des circuits d'accumulation du capital ; la mise en place d'une stratégie environnementale ambitieuse construite *par* et *pour* les habitants de la ville ; et enfin l'investissement (notamment de la part de fondations) dans des nouvelles pratiques visant à relocaliser l'économie. Cette stratégie, qui fait écho à la situation de certaines villes voisines comme Detroit ou Youngstown, concerne l'ensemble des secteurs de l'action publique : du logement (avec des dispositifs de stabilisation des quartiers en difficulté) à l'environnement (avec le soutien aux initiatives d'agriculture urbaine communautaire) en passant par le développement économique (autour notamment de la création et du financement d'un réseau important de coopératives détenues par des collectifs de quartiers ou par des ouvriers). Si cette stratégie reste encore limitée et qu'elle se confronte à d'autres visions plus entrepreneuriales de la ville, elle démontre également à quel point un contexte de déclin extrême peut servir de terreau à l'émergence de politiques alternatives de développement urbain.

- 21 Sabrina Bresson et Lidewig Tummers proposent quant à elles une analyse comparée de l'habitat participatif en Europe. Les deux auteures montrent que ces projets qui tentent de s'émanciper des filières classiques de la production de logements s'inscrivent dans une filiation avec les expériences autogestionnaires des années 1970, qui se voient réactualisées dans un contexte de crise du logement : les classes moyennes qui sont à l'origine de ce mouvement trouvent dans ces dispositifs un moyen d'échapper au déclassement tout en dépassant l'injonction sociale à devenir propriétaires et en mettant en avant la valeur d'usage par rapport à la valeur d'échange. On est donc clairement ici dans une pratique alternative, par laquelle la mutualisation de leurs ressources permet à des groupes exclus des villes-centres de les réintégrer, et, mieux, d'accéder à une « maîtrise d'ouvrage collective ». Toutefois, l'habitat participatif nécessite le soutien des municipalités en raison des contraintes techniques, juridiques et financières auxquelles il se heurte. Dès lors, qu'attendent les pouvoirs publics du développement de l'habitat participatif ? La recherche des auteures montre que, selon les pays et les villes, les municipalités qui appuient l'habitat participatif, aux Pays-Bas, en Allemagne et désormais en France, voient dans son essor un levier permettant d'atteindre des objectifs variés : encourager la production de logements abordables et écologiques, favoriser la mixité sociale et intergénérationnelle, dynamiser la vie collective, permettre à des ménages de se constituer un patrimoine, lutter contre la baisse de la production de logements publics... mais le risque existe que les municipalités y voient également un moyen d'attirer des populations désirables en ville, les tenants de l'habitat participatif étant généralement bien pourvus en capital culturel.
- 22 De même, les marchés de producteurs auxquels s'intéressent Pascale Joassart-Marcelli et Fernando Bosco, et qui rencontrent un succès croissant dans les villes du Nord, ont nécessairement besoin des pouvoirs publics, par exemple pour utiliser des terrains, fermer les sites à la circulation ou réguler le trafic. A l'origine, pourtant, ces marchés participent des mouvements alimentaires alternatifs, qui dénoncent les dérives du système alimentaire capitaliste, industriel et globalisé. Ces initiatives plaident pour un raccourcissement des chaînes alimentaires afin de rendre plus justes et équitables les relations entre producteurs et consommateurs : comme le soulignent justement les deux auteurs, dans le cas des mouvements alimentaires urbains, c'est donc le retour à la localité qui finit par devenir synonyme d'alternative. Et pourtant, ces initiatives présentent également un haut degré de compatibilité avec l'entrepreneuriat urbain : en contribuant également à dévaluer les pratiques alimentaires des populations pauvres et immigrées au profit de celles de la classe moyenne blanche, la relocalisation de l'alimentation urbaine n'est pas non plus sans lien avec le renouvellement symbolique du peuplement des villes. À partir d'une comparaison fine entre trois marchés de producteurs situés dans des quartiers de San Diego dotés de caractéristiques sociales contrastées, Pascale Joassart-Marcelli et Fernando Bosco démontrent que la relocalisation n'est pas une garantie de justice alimentaire et qu'elle prend des formes variées suivant les lieux, les acteurs et les intérêts en présence.
- 23 En proposant, au départ, une sortie du système marchand par la gratuité et la mutualisation d'un mode de déplacement individuel, les expériences de vélo en libre-service (VLS) apparaissent bien comme des politiques alternatives de transport urbain. Pourtant, comme le démontre Maxime Huré par le biais d'une analyse socio-historique et comparée, de forts risques d'institutionnalisation guettent cette pratique. L'auteur débute son analyse par deux expériences pionnières très différentes – le mouvement *Provo* à Amsterdam et la politique de vélos de la Rochelle – qui constituent des alternatives aux modes de transports dominants dans les années 1960/1970. Avec la montée des thématiques environnementales dans les années 1990 et 2000, les politiques de vélo en libre-service se sont multipliées et ont perdu, sous l'influence des grands groupes de services urbains, certains de leurs traits initiaux. Selon l'auteur, elles oscillent désormais entre une conception alternative et territoriale, héritée de l'action des mouvements associatifs, et une conception entrepreneuriale et internationale, axée sur la mise en compétition du développement urbain territorial. Maxime Huré conclut son analyse en soulignant l'importance des contextes locaux. Selon lui, lorsqu'un lien puissant existe entre les municipalités et les associations, les élus semblent davantage enclins à résister

à la standardisation proposée par les grandes firmes de mobilier urbain, faute de quoi ils s'exposent à des oppositions (par exemple à Bruxelles). Lorsque ce lien est plus faible, les opérateurs privés bénéficient au contraire d'une marge de manœuvre élargie, comme à Lyon avec JC Decaux.

24 Pour leur part, Wojciech Koblowski et Mathieu Van Criekingen s'intéressent à la manière dont les budgets participatifs peuvent relever tant de l'exercice du « droit à la ville » que d'une soumission à un agenda entrepreneurial, cherchant à légitimer des politiques visant uniquement la croissance économique en obtenant l'assentiment purement formel des citoyens. Dès lors, les auteurs proposent de « tester » le potentiel alternatif des budgets participatifs dans deux villes (Cordoue et Sopot) selon une grille opérationnelle originale, inspirée du « droit à la ville » d'Henri Lefebvre. Celle-ci comprend cinq critères : l'inclusion et la délibération ; l'interaction ; la redistribution ; le caractère holistique et multi-scalaire ; et enfin le potentiel transformatif. Le respect de ces cinq critères garantit selon les auteurs le caractère alternatif et transformatif des budgets participatifs en permettant aux citoyens de s'approprier la production de l'espace à l'encontre des configurations de pouvoir existantes. À Cordoue, la combinaison d'une longue tradition de participation citoyenne avec un volontarisme municipal a conduit à la mise en œuvre d'un budget participatif permettant de modifier l'agenda municipal, ne serait-ce que de manière limitée. À Sopot en revanche, l'importation de la « bonne pratique alternative » sans volonté des élus de l'utiliser comme un instrument de transformation sociale, ne respecte aucun des cinq critères énoncés par les auteurs. Dans ce cas, la même stratégie « alternative » a au final simplement permis de légitimer les politiques urbaines entrepreneuriales.

25 Enfin, Peter North et Alexander Nurse concluent ce dossier par un texte mêlant de manière stimulante des analyses critiques à des considérations de portée plus normative. Inséré dans la rubrique « Débats », l'article prolonge le dossier en plaidant pour la mise en place de politiques urbaines progressistes de gestion du changement climatique. Les auteurs rappellent d'emblée que les initiatives militantes apparues avec la médiatisation du problème ont rapidement été intégrées aux démarches entrepreneuriales des villes, notamment pour renforcer leur compétitivité et leur attractivité. Selon eux, la question climatique, avec l'enjeu notamment de la limitation des ressources, conduit à réinterroger la manière de penser le développement économique en ville. Après avoir présenté et discuté certains des dispositifs mis en place dans le cadre de ces stratégies urbaines « *low carbon* », North et Nurse soulignent à quel point celles-ci permettent de traiter des enjeux qui les dépassent comme celui de la relocalisation de l'économie, de la diversification des modes de régulation, ou encore de l'implication des citoyens dans les politiques urbaines. En s'appuyant sur les travaux influents de J-K Gibson-Graham, ils montrent que de telles stratégies pourraient s'avérer décisives dans l'émergence d'une pluralité d'« économies de la communauté » en générant notamment des initiatives, des récits et des manières de se représenter la ville différents de ceux qui dominent depuis les années 1980.

Bibliographie

Aalbers, M. (Ed.) (2012), *Subprime Cities: The Political Economy of Mortgage Markets*, Blackwell, Oxford.

Amin A. (Ed.) (1994), *Post-Fordism: A Reader*, Blackwell, Oxford.

Attuyer K., Guironnet A., Halbert L. (2012), « Turning Pumpkins into Carriages: Urban Development and the Financialization of Green Commercial Real Estate in France », *Articulo - Journal of Urban Research*, n° 9, pp. 1-20.

Bagnasco A., Negri N. (1994), *Classi, ceti, persone : esercizi di analisi sociale localizzata*, Liguori, Naples.

Bacqué M-H., Mechmache M. (2013), *Pour une réforme radicale de la politique de la ville*, Rapport à François Lamy, Ministre délégué chargé de la Ville.

Béal V. (2010), « Gouverner l'environnement dans les villes européennes. Des configurations d'acteurs restructurées pour la production des politiques urbaines », *Sociologie du Travail*, vol. 52, n° 4, pp. 538-560.

- Béal V. (2012), « Urban Governance, Sustainability and Environmental Movements: Post-democracy in French and British Cities », *European Urban and Regional Studies*, vol. 19, n° 4, 2012, pp. 404-419.
- Béal V. (2014), « Trendsetting cities : les modèles à l'heure des politiques urbaines néolibérales », *Métropolitiques*, 30 juin 2014. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Trendsetting-cities-les-modeles-a.html>
- Béal, V., Rousseau, M. (2008), « Néolibéraliser la ville fordiste. Politiques urbaines post-keynésiennes et re-développement économique au Royaume-Uni : une approche comparative », *Métropoles*, n° 4, pp. 160-202. <http://metropoles.revues.org/3502>
- Béal V., Gauthier M., Pinson G. (Dir.) (2011), *Le développement durable changera-t-il la ville ? Le regard des sciences sociales*, Publications de l'Université de Saint-Etienne, Saint-Etienne.
- Bernt M., Haase A., Großmann K., Cocks M., Couch C., Cortese C. and Krzysztofik R. (2014), « How does(n't) Urban Shrinkage get onto the Agenda? Experiences from Leipzig, Liverpool, Genoa and Bytom », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 38, pp. 1749-1766.
- Bidou C. (1984) *Les aventuriers du quotidien, essai sur les nouvelles classes moyennes*, Presses Universitaires de France, Paris.
- Boltanski L., Chiapello E. (1999), *Le Nouvel Esprit du Capitalisme*, Gallimard, Paris.
- Borraz O. (1998), *Gouverner une ville. Besançon 1959-1979*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes.
- Brand U., Sekler N. (2009), « Postneoliberalism: Catch-all Word or Valuable Analytical and Political Concept? », *Development Dialogue*, vol. 51, pp. 5-13.
- Brenner N. (2004), *New State Spaces: Urban Governance and the Rescaling of Statehood*, Oxford University Press, Oxford.
- Brenner N., Theodore N. (Eds.) (2002), *Spaces of Neoliberalism: Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Blackwell, Oxford.
- Brenner N., Marcuse P., Mayer M. (2009), « Cities for people, not for profit », *City*, vol. 13, n° 2-3, pp. 173-184.
- Brenner N., Peck J., Theodore N., (2012), *The Afterlives of Neoliberalism*, Bedford Press/Architectural Association, London.
- Broudehoux A.-M. (2007), « Spectacular Beijing. The conspicuous construction of an Olympic Metropolis », *Journal of Urban Affairs*, vol. 29, n° 4, pp. 383-399.
- Buck N., Gordon I., Harding A., Turok I. (Eds.) (2005), *Changing Cities: Rethinking Urban Competitiveness, Cohesion and Governance*, Palgrave Macmillan, London.
- Carriou C., Ratouis O. (2014), « Actualité des modèles urbanistiques », *Métropolitiques*, 18 juin 2014. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Actualite-des-modeles.html>
- Castells M. (1973), *Luttes urbaines*, Maspero, Paris.
- Castells M. (1993), « European Cities, The Information Society, and the Global Economy », *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, vol. 84, n° 4, pp. 247-257.
- Chatterton P. (2013), « Towards an Agenda for Post-carbon Cities: Lessons from Lilac, the UK's First Ecological, Affordable Cohousing Community », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 37, n° 5, pp. 1654-1674.
- Crouch C. (2004), *Post-Democracy*, Polity Press, Cambridge.
- Dalton R., Kuechler M. (Eds) (1996), *Challenging the Political Order: New Social and Political Movements in Western Democracies*, Oxford University Press, Oxford.
- Douillet A-C., Faure A., Halpern C., Leresche J-P. (Dir.) (2012), *L'action publique locale dans tous ses états. Différenciation et standardisation*, L'Harmattan, Paris.
- Dupont V., (2011), « The Dream of Delhi as a Global City », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 35, pp. 533-554.
- Eisinger, P. (2000) « The Politics of Bread and Circuses: Building the City for the Visitor Class », *Urban Affairs Review*, vol. 35, n° 3, pp. 316-33.
- Epstein R. (2013), *La Rénovation urbaine. Démolition-reconstruction de l'État*, Presses de Sciences Po, Paris.
- Espaces et Sociétés* (2007), « Villes et 'best practices' », n° 131.
- Fainstein S. (2010), *The just city*, Cornell University Press, Ithaca.

- Faucher-King F., Le Galès P. (2007), *Tony Blair, 1997-2007 : le bilan des réformes*, Presses de Sciences Po, Paris.
- Frenzel F., Beverungen A. (à paraître), « Value struggles in the creative city: A People's Republic of Stokes Croft? », *Urban Studies*, In press.
- Gyford J. (1985), *The Politics of Local Socialism*, Allen and Unwin, London.
- Hall T., Hubbard P. (eds.) (1998), *The Entrepreneurial City: Geographies of Politics, Regime, and Representation*, Wiley, Chichester et New York.
- Halpern C., Pollard J. (2013), « Les acteurs de marché font-ils la ville ? », *EspaceTemps.net*.
- Harvey D. (2000), *Spaces of Hopes*, Edinburgh University Press, Edinburgh.
- Harvey D. (2001) *Spaces of Capital: Towards a Critical Geography*, Routledge, New York.
- Harvey D. (2012), *Rebel cities. From the right to the city to the urban revolution*, Verso, New York.
- Harvey D. (2014a), *Seventeen Contradictions and the End of Capitalism*, Oxford University Press, Oxford.
- Harvey D. (2014b) [1989], « Vers la ville entrepreneuriale. Mutation du capitalisme et transformations de la gouvernance urbaine », in Gintrac C., Giroud M. (Dir.), *Villes contestées. Pour une géographie critique de l'urbain*, Les Prairies Ordinaires, Paris, pp. 95-133.
- Heath J., Potter A. (2006), *Révolte Consummée : le mythe de la contre-culture*, Naïve, Paris.
- Heinelt H., Kubler D. (Eds.) (2005), *Metropolitan Governance. Capacity, Democracy and the Dynamics of Place*, Routledge, London.
- Holloway J. (2008), *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, Synepse, Paris.
- Holloway J. (2010), *Crack capitalism*, Pluto Press, London.
- Holt Gimenez E., Shattuck A. (2011), « Food crises, food regimes and food movements: rumblings of reform or tides of transformation? », *Journal of Peasant Studies*, vol. 38, n° 1, pp. 109-144.
- Imbroscio D. L. (1997), *Reconstructing city politics: Alternative economic development and urban regimes*, Sage, London.
- Imbroscio D. L. (2003), « Overcoming the neglect of economics in urban regime theory », *Journal of Urban Affairs*, vol. 25, pp. 271-284.
- Jouve B., Lefèvre C. (Dir.) (2002), *Métropoles ingouvernables*, Elsevier, Montréal.
- Kantor P. (2013), « The Two Faces of American Urban Policy », *Urban Affairs Review*, vol. 49, n° 6, pp. 821-850.
- Kriesi H., Koopmans R., Duyvendak J. W., Giugni M. (1995) *New Social Movements in Western Europe. A Comparative Analysis*, University of Minnesota Press, Minneapolis.
- Lagroye J., François B., Sawicki F. (2002), *Sociologie politique*, Presses de Sciences Po/Daloz, Paris.
- Le Galès P. (1990), « Crise urbaine et développement économique local en Grande-Bretagne : l'apport de la nouvelle gauche urbaine », *Revue Française de Science Politique*, vol. 40, n° 5, pp. 714-735.
- Le Galès P. (1995), « Politique de la ville en France et en Grande-Bretagne : volontarisme et ambiguïté de l'État », *Sociologie du travail*, vol. 37, n° 2, pp. 249-275.
- Le Galès P. (1998), « Regulation and Governance in European Cities », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 22, n° 3, 1998, pp. 482-506.
- Le Galès P. (2003), *Le retour des villes européennes, Société urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.
- Logan J., Molotch H. (1987), *Urban Fortunes: The Political Economy of Place*, University of California Press, Los Angeles.
- Mayer M. (1993), « The role of urban social movement organizations in innovative urban policies and institutions », in Getimis P., Kafkalas G. (Eds.), *Urban and Regional Development in the New Europe*, Topos, Athens.
- Mayer, M. (2000), « Social movements in European cities: transitions from the 1970s to the 1990s », in A. Bagnasco A., Le Galès P. (Eds.), *Cities in contemporary Europe*, Cambridge University Press, Cambridge.
- McCann E., Ward K. (Eds.) (2011), *Mobile Urbanism: Cities and Policy-Making in the Global Age*, University Press of Minnesota, Minneapolis.
- Merrifield A. (2014), *The New Urban Question*, Pluto Press, London.

- Metzger J., Allmendinger P., Oosterlynck S. (Eds.) (2014), *Planning Against the Political: Democratic Deficit in European Territorial Governance*, Routledge New York.
- Morange M., Fol S. (2014), « Ville, néolibéralisation et justice », *justice spatiale | spatial justice*, n° 6, <http://www.jssj.org>
- Morel Journel C., Sala Pala V. (2011), « Le peuplement, catégorie montante des politiques urbaines néolibérales ? », *Métropoles*, 10, <http://metropoles.revues.org/4536>
- Moulaert F., Rodriguez A., Swyngedouw E. (Eds.) (2005), *The Globalized City: Economic Restructuring and Social Polarization in European Cities*, Oxford University Press, Oxford.
- Moulaert F., Martinelli F., Gonzalez S. Swyngedouw E. (2007), « Introduction – Social innovation and governance in European cities: Urban development between path dependency and radical innovation », *European Urban and Regional Studies*, vol. 14, n° 3, pp. 195-209, 2007.
- Murray M. (2011), *City of Extremes. The Spatial Politics of Johannesburg*, Duke University Press, Durham.
- Myers G. (2011), *African Cities. Alternative visions of Urban Theory and Practice*, Zed Books, London/ New York.
- Oosterlynck S., González S. (2013), « 'Don't Waste a Crisis': Opening up the City Yet Again for Neoliberal Experimentation », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 37, n° 3, pp. 1075-1082.
- Pasotti E. (2010), *Political Branding in Cities. The Decline of Machine Politics in Bogota, Naples, and Chicago*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Peck J., (2011a), « Geographies of policy: from transfer-diffusion to mobility-mutation », *Progress in Human Geography*, vol. 35, n° 6, pp. 773-797.
- Peck J. (2011b), « Creative moments: working culture, through municipal socialism and neoliberal urbanism », in McCann E., Ward K. (Eds.), *Mobile urbanism: cities and policymaking in the global age*, University of Minnesota Press, Minneapolis, pp. 41-70.
- Peck J., Tickell A. (2002) « Neoliberalizing space », *Antipode*, vol. 34, n° 3, pp. 380-404.
- Peck J., Theodore N., Brenner N. (2010) « Postneoliberalism and its malcontents », *Antipode*, vol. 41, n° 6, pp. 1236-1258.
- Theodore N., Peck J. (2012), « Framing neoliberal urbanism: Translating 'commonsense' urban policy across the OECD zone », *European Urban and Regional Studies*, vol. 19, n° 1, pp. 20-41.
- Peterson P. E. (1981), *City Limits*, University of Chicago Press, Chicago.
- Pinson G. (2002), « Political government and governance: strategic planning and the reshaping of political capacity in Turin », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 26, pp. 477-493.
- Pinson G. (2007), « Gouverner une grande ville européenne. Les registres d'action et de légitimation des élus à Venise et Manchester », *Sciences de la Société*, n° 71, pp. 89-113.
- Pinson, G. (2009), *Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Portes A., Roberts B. (2005), « The free-market city: Latin American urbanization in the years of the neoliberal experiment », *Studies in Comparative International Development*, vol. 40, n° 1, pp. 43-82.
- Pow C. P., Neo H. (à paraître), « Modelling green urbanism in China », *Areas*, In press.
- Pruijt H. (2003), « Is the Institutionalization of Urban Movements Inevitable? A Comparison of the Opportunities for Sustained Squatting in New York City and Amsterdam », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 27, n° 1, pp. 133-157.
- Raco M, Lin W-I, 2012, « Urban sustainability, conflict management, and the geographies of postpoliticism: a case study of Taipei », *Environment and Planning C: Government and Policy*, vol. 30, n° 2, pp. 191-208.
- Rapoport E. (à paraître), « Globalising sustainable urbanism: the role of international masterplanners », *Area*, In press.
- Reigner H. (2013), *Sous les pavés de la qualité urbaine. Gouvernement des territoires, gouvernement des conduites et formes renouvelées de la domination dans la ville néohygiéniste*, Dossier pour l'habilitation à diriger des recherches en science politique, Institut d'Etudes Politiques de Paris.
- Renard V. (2008), « La ville saisie par la finance », *Le débat*, n° 148, pp. 106-117.

- Rimmer P. J. (1991), « The global intelligence corps and world cities: engineering consultancies on the move », in Daniels P. W. (Ed.), *Services and Metropolitan Development: International Perspectives*, Routledge, London, pp. 66-106.
- Robinson J. (2011), « The travels of urban neoliberalism: Taking stock of the internationalization of urban theory », *Urban Geography*, vol. 32, n° 8, pp. 1087-1109.
- Rousseau M. (2009), « Re-Imaging the City Centre for the Middle Classes. Regeneration, Gentrification and Symbolic Policies in 'Loser Cities' », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 33, n° 3, pp. 770-788.
- Rousseau M. (2011), *Vendre la ville (post) industrielle. Capitalisme, pouvoir et politiques d'image à Roubaix et à Sheffield (1945-2010)*, Thèse de doctorat en science politique, Université de Saint- Etienne/ Université de Lyon.
- Rousseau M. (2013), « Villes post-industrielles : pour une nouvelle approche », *Métropolitiques*, <http://www.metropolitiques.eu/Villes-post-industrielles-pour-une.html>
- Rousseau M. (2014), « Redéveloppement urbain et (in)justice sociale : les stratégies néolibérales de « montée en gamme » dans les villes en déclin », *justice spatiale | spatial justice*, n° 6, <http://www.jssj.org>
- Rousseau M., Béal V., Faburel G. (Dir.), 2014, *Pratiques et politiques de la ville solidaire*, Rapport de recherche, Programme « Ville solidaire », DIHAL/PUCA.
- Roy A. (2011), « Slumdog Cities: Rethinking Subaltern Urbanism », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 35, n° 2, pp. 223-238.
- Saint-Martin, D. (2000), *Building the New Managerial State. Consultant and the Politics of Public Sector Reforms in Comparative Perspective*, Oxford University Press, New York.
- Schilling J., Logan J. (2008), « Greening the Rust Belt », *Journal of the American Planning Association*, vol. 74, n° 4, pp. 451-466.
- Schmid C. (2012), « Henri Lefebvre, the right to the city, and the new metropolitan mainstream », in Brenner N, Marcuse P., Mayer M. (Eds.), *Cities for people, not for profit: critical urban theory and the right to the city*, Routledge, New York, pp. 42-62.
- Simone A. (2010), « A Town on its Knees? Economic Experimentations with Postcolonial Urban Politics in Africa and Southeast Asia », *Theory, Culture & Society*, vol. 27, n° 7-8, pp. 130-154.
- Soderstrom O., Paquot T. (2012), « Modèles urbains », *Urbanisme*, n° 383.
- Sourel K., Youn E. (2009), « Urban Restructuring and the Crisis – A Symposium with Neil Brenner, John Friedmann, Margit Mayer, Allen J. Scott, and Edward W. Soja », *Critical Planning*, vol. 16, pp. 35–58.
- Stone C. (1989), *Regime politics: Governing Atlanta 1946-1988*, University Press of Kansas, Lawrence.
- Stone C. (1993), « Urban Regimes and the Capacity to Govern: A Political Economy Approach », *Journal of Urban Affairs*, vol. 15, n° 1, p. 1-28.
- Stone C. (2004), « It's more than the economy after all: Continuing the debate about urban regimes », *Journal of Urban Affairs*, vol. 26, pp. 1-19.
- Storper M. (2013), *Keys to the City: How Economics, Institutions, Social Interactions and Politics Shape the Development of City-Regions*, Princeton University Press, Princeton.
- Swyngedouw E. (2007), « The Post-Political City », in BAVO (Ed.), *Urban Politics Now*, NAI Publishers, Netherlands Architecture Institute, Rotterdam, pp. 58-76.
- Swyngedouw E. (2011), « Les contradictions de la ville post-politique. A la recherche d'une politique démocratique de production environnementale », in Béal V., Gauthier M., Pinson G. (Dir.), *Le développement durable changera-t-il la ville ? Le regard des sciences sociales*, Publication de l'Université de Saint-Etienne, Saint-Etienne, pp. 129-159.
- Tarrow S. (1994) *Power in Movement: Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge University Press, New York.
- Tissot S. (2014), « Loving diversity/controlling diversity: exploring the ambivalent mobilization of upper-middle-class gentrifiers, South End, Boston », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 38, n° 4, pp. 1183-1196.
- Thorn H., Wasshede C., Nilson T. (Eds.) (2011), *Space for Urban Alternatives? Christiania 1971–2011*, Gidlunds forlag, Mokolinta.
- Uitermark, J. (2004), « The co-optation of squatters in Amsterdam and the emergence of a movement meritocracy: a critical reply to Pruijt », *International Journal of Urban and Regional Research*, 28.3, p. 687–698.

Unger R. M. (1987), *False Necessity: Anti-Necessitarian Social Theory in the Service of Radical Democracy*, Cambridge University Press, Cambridge.

Wu F. (2003), « The (post-) socialist entrepreneurial city as a State project: Shanghai's reglobalisation in question », *Urban Studies*, vol. 40, n° 9, pp. 1673-1698.

Yates J. S., Bakker K. (2013), « Debating the 'post-neoliberal turn' in Latin America », *Progress in Human Geography*, vol. 38, n° 1, p. 62-90.

Notes

1 D'autres travaux qualifient ces politiques, et les représentations de la ville qu'elles véhiculent, de « *conventional wisdom* » (Buck *et al.*, 2005), de « *common sense* » (Theodore et Peck, 2012) ou encore de « *metropolitan mainstream* » (Schmid, 2012). Ces expressions renvoient toutes à une même réalité : celle de politiques urbaines dominées par les impératifs de compétitivité et fondées sur des catégories – durabilité, mixité, densité, créativité, mobilité, qualité, etc. – présentées comme « évidentes » et faisant de ce fait l'objet de discussions limitées.

2 Par exemple, la crise a clairement réorienté le programme URBACT de l'Union Européenne : celui-ci accorde désormais une plus grande importance à l'inclusion sociale et à la fourniture des services publics, mais sans pour autant questionner les causes profondes de la crise (Oosterlynk et Gonzalez, 2013). Cette évolution est également visible dans la plupart des États occidentaux comme le Royaume-Uni, où le programme de la « *Big Society* » a été présenté comme un levier permettant de maintenir un niveau minimum de services publics tout en favorisant la participation des communautés locales, et la France où le « Grand Emprunt » a servi à financer des programmes urbains mêlant objectifs environnementaux et sociaux (comme celui de rénovation thermique des logements piloté par l'ANAH). Aux États-Unis, cette évolution a été encore plus nette, puisque la revalorisation des questions urbaines sur l'agenda fédéral, initiée par l'administration Obama dès 2008, s'est accompagnée du lancement de nouvelles politiques sociales à la suite du vote de l'*American Recovery and Reinvestment Act* de 2009 et de la mise en place du « *Choice neighborhoods and promise neighborhoods* ». Toutefois, cette évolution ne s'est pas doublée d'une remise en cause du primat développementaliste des politiques urbaines américaines (Kantor, 2013).

3 Les instruments au service du développement économique local inventés par le mouvement de la *New Urban Left* sous un mode alternatif verront par la suite leur finalité nettement réorientée.

4 D'autres travaux, comme ceux de sociologie politique, utilisent la notion d'institutionnalisation dans un sens différent qui renvoie à la création d'un ordre institutionnel routinier contribuant à cristalliser des valeurs, des normes, des rôles et des représentations stables de l'institution (Lagroye, 2002 : p. 145-150).

5 Pour un exemple de ce type de conflit, on renverra à l'analyse du quartier « créatif » de Stokes Croft à Bristol réalisée par Frenzel et Beverungen (à paraître).

Pour citer cet article

Référence électronique

Vincent Beal et Max Rousseau, « Alterpolitiques! », *Métropoles* [En ligne], 15 | 2014, mis en ligne le 15 décembre 2014, consulté le 23 février 2015. URL : <http://metropoles.revues.org/4948>

Droits d'auteur

© Tous droits réservés

Understanding Urban Processes in Flint, Michigan: Approaching 'Subaltern Urbanism' Inductively

SETH SCHINDLER

Abstract

Ananya Roy introduces the concept 'subaltern urbanism' in her 2011 article 'Slumdog Cities: Rethinking Subaltern Urbanism'. She challenges researchers to move beyond existing epistemological and methodological limits, and offers four concepts which, taken together, serve as a useful starting point for understanding and representing subaltern urban space. In this article I argue that instead of a deductive approach that begins with an a priori identification of slums as subaltern urban space, an inductive approach of identifying subaltern urban space would expand the concept and show that subaltern urbanism exists in the global North. I present original research to show that Flint, Michigan, can be considered subaltern urban space. In the final section of the article I argue that this inductive approach to subaltern urbanism can foster comparative research across the North-South divide, and generate the transfer of knowledge from South to North.

Subaltern urbanism

Ananya Roy's recent article, 'Slumdog Cities Rethinking Subaltern Urbanism' (2011), offers a conceptual critique of existing epistemologies and methodologies of urban studies, as well as a welcome challenge to move beyond the existing limits that inhibit our understanding of the megacity. She hopes to 'understand and transform the ways in which the cities of the global South are studied and represented in urban research, and to some extent in popular discourse' (*ibid.*: 224). Thus she proposes the concept 'subaltern urbanism', 'which undertakes the theorization of the megacity and its subaltern spaces and subaltern classes . . . and provides accounts of the slum as a terrain of habitation, livelihood and politics' (*ibid.*).

Roy understands the megacity as the 'shorthand for the human condition of the global South' (*ibid.*). She argues that the slum serves as the archetypal imaginary of the megacity, to the extent that it becomes a metonym for the megacity.¹ This condition invites 'diagnostic and reformist interventions' (*ibid.*), and serves as a contrast and challenge to cities' aspirations of becoming 'command and control centers of the global

The author would like to thank Mark Davidson, Yuko Aoyama, John Lauermaann, Oona Morrow, Rory Horner, Jonathan Kennedy and Chris Moffat for commenting on earlier versions of this article. Four IJURR reviewers also provided valuable comments. The usual disclaimers apply.

1 While I share Roy's interest in urban areas, scholars who are interested in rural areas and peasant communities may take issue with this claim. Furthermore, it is unclear why Roy argues that the slum is a metonym for megacities rather than 'hyper-global' space or the 'splintered urban' space identified by Graham and Marvin (2001).

economy' (Sassen, 1991). Roy (2011) argues that slums are the main 'itinerary' of the megacity, in the sense that the megacity is understood through the slum — from slum tourism to representations in media and cinema. Roy notes that in addition to 'poverty pornography' and horror generated through the representation of the slum as spectacle, there is also wonderment to the point of disbelief in the entrepreneurialism and self-organizing capability of slum dwellers in popular and academic discourses.

Roy traces the shift in the meaning of 'the subaltern' in the works of Ranajit Guha and Partha Chatterjee from simply referring to popular classes, to subordinate but politically conscious classes that exhibit agency through the practice of popular politics. Ultimately she embraces Spivak's concept of subalternity, which locates the subaltern beyond the 'limits of archival and ethnographic recognition' (Roy, 2011: 224). The slum is considered subaltern urban space precisely because we currently lack the epistemological and methodological tools to understand it, and this may explain why representations of the slum careen wildly between poverty pornography and wonderment. Subaltern urbanism offers the potential to fill this glaring gap by offering new ways to understand slums and their inhabitants. While existing scholarship can help us understand why and how slums are produced, we lack an understanding of 'the slum habitus' (*ibid.*: 228).² Roy hopes that subaltern urbanism can help us move beyond the limits of our understanding, and thereby recuperate the political agency of subaltern urbanism's inhabitants. Here, in regards to this recuperation of agency, it is worth quoting Roy at length (*ibid.*: 227):

I am interested in this shift: from the subaltern marking the limits of archival recognition to the subaltern as an agent of change. As the subaltern is granted a distinct political identity, so this figure comes to be associated with distinct territories. One such territory is the slum. It is also in this way that the idea of the subaltern has entered the realm of urban studies, leading to the emergence of a formation that I call subaltern urbanism. Two themes are prominent in subaltern urbanism: economies of entrepreneurialism and political agency.

As the above passage makes clear, the slum is one type of subaltern space, but when the concept is employed deductively it becomes a metonym for the slum. Roy focuses on the entrepreneurial and politically agentic character of subalternity, and she proposes four concepts, which, when taken together, may offer new pathways of recognition, investigation and understanding of subaltern spaces: periphery, urban informality, zones of exception and gray spaces. I will briefly outline these concepts in the remainder of this section.

Roy rejects a topological understanding of peripheral space, and instead favors Simone's (2010: 40) understanding as 'space in-between . . . never really brought fully under the auspices of the logic and development trajectories that characterize a center'. Peripheral space is linked to centers — most commonly through economic and cultural flows as well as the actual movement of people — but a disjuncture ruptures the logic of development that adheres in the center. Thus, the periphery appears to be in a constant state of becoming, but Roy believes that this offers the possibility for the emergence of what Simone (*ibid.*: 62) calls 'anticipatory politics', which has the potential to 'call into question the conditions for knowledge' (Roy, 2011: 232). Thus, political alternatives can potentially germinate in peripheral space, and it therefore has the potential to become a site of political experimentation.

In previous research, Roy defined informality as 'a state of deregulation, one where the ownership, use, and purpose of land cannot be fixed and mapped according to any prescribed set of regulations or the law' (2009a: 80). She has argued that informality is

2 Neil Smith's (2008) work on uneven geographical development can help explain why slums exist in megacities in the global South in spite of rapid economic growth. Furthermore, Sassen (1996; 2005) has long argued that behind the glittering facade of global cities' FIRE industries, there exists an underbelly of exploitative labor relations, but cities are also strategic sites of resistance.

an 'idiom of urbanization' (*ibid.*), in the sense that authorities strategically impose a flexible boundary between formal and informal, which both justifies future development and legitimizes past development. Instead of extending a regime of property ownership into space that was hitherto informally organized, authorities commonly impose this regime as they 'unmap' urban space (Roy, 2003a). Roy argues that informality is a useful heuristic device to help understand subaltern urban space, because it 'serves to deconstruct the very basis of state legitimacy and its various instruments: maps, surveys, property, zoning and, most importantly, the law' (2011: 233).

The final two concepts highlighted by Roy — zones of exception and gray spaces — are closely related to urban informality. First, Roy (2011) draws on Aihwa Ong's (2006: 7) concept of 'zones of exception', which goes beyond a formal-informal dichotomy and draws attention to a multiplicity of zones that the state can impose, which are 'non-contiguous, differently administered spaces of graduated or variegated sovereignty'. The power to (dis-)organize space rests with the state, and 'zones of neoliberal rule coexist and contrast with zones that are exceptions to neoliberalism' (Roy, 2011: 234). Similarly, Roy introduces Oren Yiftachel's (2008) concept of 'gray space', which exists in opposition to accepted order. Rather than being tolerated as a zone of exception, however, these spaces threaten the order of surrounding spaces and this justifies their eradication.

In summary, Roy locates subalternity in slums in megacities in the global South, and as her intervention makes clear, the *slum habitus* is little understood and worthy of scholarly attention. In the section that follows I seek to expand the concept of subaltern urbanism by applying it inductively.

Locating subaltern urbanism inductively

The concept 'subaltern urbanism' is useful because it draws attention to the vast swaths of space that are indecipherable to contemporary urban studies. My intention is not to critique the concept 'subaltern urbanism', but rather to seek to expand it by showing how it can be applied beyond megacities in the global South. I argue that a deductive approach severely limits its potential, and I propose an inductive alternative to identifying and studying subaltern urban space. While a persuasive argument could be made that there is quantitatively more subaltern urban space in Southern megacities, an inductive approach allows us to recognize that subaltern urban spaces exist in the global North.

Roy argues that the global box-office hit *Slumdog Millionaire* exposed the inadequacy of popular representations of the slum, as it generated fierce 'native refusal' (i.e. the rejection of this representation by inhabitants of Dharavi, the Mumbai slum where *Slumdog Millionaire* was set). This 'native refusal' is an assertion of political agency that shows what the slum is not, but beyond demonstrating that slum dwellers have a political consciousness, it does not explain what it means to be subaltern.³ Roy locates the meaning — or essence — of subalternity in the everyday, in the slum habitus, thus challenging researchers to be critically self-reflexive because they must recognize that which is beyond their understanding. They must accept that there are many urban spaces whose content and form are indecipherable. The significance and meaning of these spaces are beyond the theoretical and methodological tools they have developed over the course of years of higher education and research. Rather than objective criteria that can

3 While outside the scope of this article, it is worth noting that this may not be the best example of native refusal. It begs the question, why does the title of a movie foster such a reaction, while living under constant threat from predatory politicians and property developers does not? In the context of the absence of a widespread and passionate refusal of existing exploitative power relations, the stir caused by the title of *Slumdog Millionaire* could also be used as evidence that residents of Dharavi in fact lack a political consciousness.

be measured by, say, lack of access to urban infrastructure or housing, subaltern urban space exists only in so far as it is indecipherable.

Subaltern urban space is indecipherable because it is radically different from any other type of urban space, but a deductive approach makes locating it routine and predictable. While the slum may indeed serve as a metonym for the megacity in the global South, identifying subaltern urban space deductively risks making it a metonym for the slum. The following formula represents the deductive identification of subaltern urban space:

- 1 Slums are subaltern urban space;
- 2 Slums exist in megacities;
- 3 Subaltern urban space exists in megacities.

The first premise leads to the conclusion that megacities are the exclusive sites of subaltern urbanism. I argue that if subaltern urban space is beyond our epistemological and methodological limits, then the unique characteristics that make it so should be the subject of scholarly analysis. Rather than being pre-selected by researchers from afar, selection criteria for identifying subaltern urban space should emerge as obstacles to field work. In other words, subaltern urban space cannot be pre-defined as slums in megacities if it is indeed defined by its indecipherable nature, and this raises an important question: how should we interpret and understand peoples and spaces beyond the limits of our epistemologies and methodologies located in the global North?

Locating subaltern urbanism deductively could have the unintended consequences of exoticizing places and peoples in the global South, while routinizing subalternity in the global North. Rather than contributing to a recuperation of agency, subaltern urbanism could become a stigma from which megacities and their inhabitants in the global South cannot escape, while it could be misconstrued as ‘run-of-the-mill’ urban poverty in the global North. For example, *The New York Times* recently published an article on people in Beijing, mostly rural migrants, who live underground in former air-raid shelters (Wong, 2010). The author predictably blends horror and wonderment at the living conditions of this subterranean ‘mouse tribe’. For example, while the author claims that ‘as you walk through here, it’s impossible not to think that hideous things could happen without anyone ever knowing’, he also notes that ‘the tunnels are tidy’, and the photographs accompanying the article show people who have paying jobs but simply cannot afford to live anywhere else (*ibid.*). Compare this reportage with this quotation:

They are a community, a society within themselves — almost a parallel society to us. They are a part of us, but at the same time they are apart from us. They are people and have a fascinating, rich culture and society of their own. They’re surprising and complex, full of contradictions.

This quotation is not about the ‘mouse tribe’ in the bowels of Beijing, but from an older *The New York Times* piece in which a photographer spoke about her experiences with people living in New York City’s cavernous subterranean spaces (Estrin, 2010). For a treatment of New York’s underground residents consistent with the reportage covering Beijing’s ‘mouse tribe’, we have to turn to the *New York Post*, which confidently announces that ‘the homeless people who live down here are called Mole People’, whose ‘world is one of malt liquor, tight spaces, schizophrenic neighbors, hunger and spells of heat and cold’ (Kaplan, 2009). The article conforms to the formula of horror and wonderment, as the underground is referred to as ‘dangerous’ and ‘harsh’, yet simultaneously ‘surprisingly peaceful’ (*ibid.*). If we accept the premise that subaltern urbanism can only exist in megacities of the global South, then subterranean urbanism in Beijing is a perfect example, while in New York it must fall within the existing epistemological and methodological limits of urban studies. It follows that in the case above, the Chinese become an exotic ‘mouse tribe’ whose subaltern subjectivities and spaces are forever enigmatic, compared with New York City’s ‘mole people’ who can simply be organized into familiar categories such as ‘alcoholic’, ‘mentally ill’, ‘sex worker’, ‘Vietnam vet’, ‘drug user’, and so on.

A deductive approach rests on the a priori classification of slums as subaltern urban space, but I argue that subaltern urban space should be identified inductively, which would require researchers to allow 'context to drive not only their descriptions but also their research questions and methodological practice' (Mitchell, 2007: 56). Induction has proven particularly useful in ethnographic research, where researchers interpret events over which they have little control. Significant or 'abnormal' phenomena (*ibid.*) are identified, and are progressively redefined as contradictory cases are discovered (Katz, 2001: 480). Thus, researchers 'should not be committed to a preset or conventional definition' (*ibid.*: 481) of subaltern urbanism, but identify it in the course of their research. The following is an inductive formula for identifying subaltern urban space:

- 1 Subaltern urban space exists beyond epistemological and methodological limits;
- 2 Slums exist beyond these limits;
- 3 Slums are subaltern urban spaces.

Slums are still considered subaltern urban spaces in this formula, but since this is the conclusion rather than an initial assumption, other urban forms are not precluded from qualifying as subaltern urban space. Thus, this is one of many possible formulas that lead to the identification of subaltern urbanism — subterranean living quarters in Beijing and New York could be swapped for 'slums' in the second and third premises, and therefore be considered subaltern urban space. Presumably there are non-subaltern urban forms and phenomena that exist beyond epistemological and methodological limits, so researchers must be careful not to identify false positives. The four concepts highlighted by Roy are useful in determining whether indecipherable space is indeed subaltern, or some other as yet unnamed non-subaltern space. Furthermore, once subaltern space is identified, these concepts provide a way in which researchers could begin to understand them. For example, some subaltern urban spaces may emerge through a legal regime that constructs it as zone of exception, while others may result from squatters who use it surreptitiously and without the knowledge of authorities.

Identifying subaltern urban space with this inductive formula has three advantages. First, it is not limited to megacities and allows us to locate subaltern urbanism in the global North. Next, the second premise allows for the identification of partially subaltern urban spaces, which is not possible with a deductive approach. This would indicate that, similar to 'democratic' or 'protestant', 'subaltern' must be qualified in terms of degrees (see Ragin, 2000). Certainly there are spaces that cannot be easily categorized as subaltern/non-subaltern. For example, AbdouMaliq Simone (2010: 4) describes the daily transformation of the Oju-Elegb neighborhood in Lagos, where the official regime that governs the use of urban space during the day gives way to an informal regime at night, and 'the assemblage of discrepant activities seems to pile up on each other'. This neighborhood could be both subaltern and non-subaltern, depending on the time of day, but classifying it as one or the other would miss this spatio-temporal dynamic of alternating regimes. Finally, unlike the deductive approach in which slums are forever doomed to subalternity, an inductive approach allows — for better or worse — for space to become less subaltern if it becomes decipherable. This could happen in multiple ways; in the example Simone provides, it is possible that authorities could, with considerable effort, impose the regime that holds sway during the day throughout the night and render this space legible to authorities and academics alike. Alternatively, academic research can render subaltern urban space legible to hostile authorities. Participatory mapping, for example, can serve as the basis for marginalized groups to make claims on urban space, but it can also assist planners seeking to impose formal property regimes.

In summary, the concept 'subaltern urbanism' is useful, because it draws attention to the vast swaths of space that are indecipherable to contemporary urban studies. I have introduced an inductive approach that allows subaltern urban space to be identified in the global North. In the section that follows I show that Flint, Michigan, is one such place.

Subaltern urbanism in North America: Flint, Michigan

I now turn to Flint, Michigan, which I argue is an example of subaltern urbanism. The selection of Flint as the place to explore the possibility of locating subaltern urbanism in the United States was accidental, as it should be with an inductive approach. My aim was to understand how the financial crisis had impacted on the housing market in a city that was already devastated by a decades-long process of deindustrialization, with a focus on the responses of both the municipal government and residents. I found that conventional theories of urban studies provided little help in understanding the events unfolding in Flint. In the summer of 2010 I conducted six interviews with officials and participants in a Land Bank program. My questions revolved around how municipal authorities sought to manage and reverse urban decline, but I soon found that its programs had given rise to a complex political economy of land based on control rather than ownership. I conducted a focus-group discussion with participants of a municipal program that fosters use of abandoned land and I engaged in participant observation with them, clearing debris from an abandoned lot. While I was unable to define their motives as either naked self-interest or altruism, I found that many participants exhibited the entrepreneurialism and resourcefulness synonymous with slum residents of the global South. Furthermore, in spite of persistent urban decline they had managed to develop pragmatic livelihood strategies based at least partly on solidarity.

In many ways my assumptions regarding the collapse of communities faced with urban decline were challenged, while it remained unclear exactly what was emerging amidst the ruins of Flint's industrial legacy. Indeed, Flint witnessed the birth of mass production and was a central hub in a regional economy that was shattered in the course of rapid deindustrialization over the past 30 years. On the one hand, this narrative of urban decline is corroborated by widespread abandonment, while on the other hand it is challenged by municipal policies and the actions of local residents — many of whom formerly worked in the automotive industry — aimed at managing land use. Thus, Flint is a vibrant community with a dynamic political economy of land, but it defies easy classification as either a symbol of urban collapse or renewal. It is in this context that subaltern urbanism can advance our understanding of Flint's seemingly contradictory present. Roy (2011: 228) argues that subaltern urbanism 'recuperates the figure of the slum dweller as a subject of history' from accounts such as Davis's (2004: 24), in which slum dwellers are 'uprooted migrants and informal workers [who] have been largely dispossessed of fungible labour-power'. A similar narrative of the dispossession of the labor power of the industrial workforce through deindustrialization is prevalent in Flint, while local residents simultaneously find new outlets for their labor and develop new livelihood strategies. Thus, two questions arise: how can the condition of subaltern urbanism be applied in Flint, and can employing the concept help to recuperate agency of its inhabitants?

Flint was the center of General Motors' manufacturing operations in the post-second-world-war era, but in the 1980s and 1990s most of its manufacturing operations were relocated, some to the southern states, where organized labor was weak, and others overseas. The exodus of General Motors and other automotive firms precipitated a local economic crisis, which forced the State of Michigan to temporarily put the city of Flint into receivership in 2002, effectively 'taking over' its finances. Thus, Flint was already suffering from economic woes when the financial crisis began in 2008. Already high unemployment increased, topping 27% in mid-2009.⁴ To compound this crisis, widespread foreclosures and abandonment, which had plagued some of Flint's former

4 The Bureau of Labor Statistics officially lists Flint's unemployment rate at 12.6% for January 2011, but this figure is for a relatively large area that encompasses the surrounding rural areas. In July 2009 the *Flint Journal* reported that the city's unemployment rate for May of that year was 27.3% (Burden, 2009).

working-class neighborhoods for years, spread to more affluent neighborhoods when the housing market collapsed in 2008.

The State of Michigan passed a law in 1999 that allowed county governments to seize the property of owners who were delinquent on property taxes for 3 consecutive years (Dewar, 2006). According to Flint's mayor, Dayne Walling, the law was passed without much public controversy because at that time abandonment was viewed as a problem that only affected Flint and Detroit. In order to manage the properties that became public assets, the Genesee County Land Bank was created in 2004. Currently the Land Bank owns more than 4,000 properties in Flint, and its stated mission is to 'restore value to the community by acquiring, developing and selling vacant and abandoned properties in cooperation with stakeholders who value responsible land ownership' (Land Bank Website, 2011). According to Mayor Walling, the Land Bank is like any other bank, in that its aim is to augment the value of assets, and its uniqueness can be attributed to its methods, which seek 'targeted investment from levels of government . . . to involve neighborhoods in shaping planning and coordinating policy. Without that, the Land Bank is just another property owner. Their value is when they work with other levels of government and create a land management program' (personal interview, 5 August 2010). Properties acquired by the Land Bank are assessed and classified as requiring immediate demolition, immediate resale, or something in between (i.e. some properties are refurbished and then resold). The most unique function of the Land Bank, however, is to facilitate the creative use of land by Flint residents.

The Land Bank encourages citizens to 'gain control' of land by participating in the Adopt-A-Lot Program, whereby individuals can use Land Bank properties without paying significant rent (US \$25 per year) or taxes. In most cases people plant a garden, create a park or simply prevent the space from becoming overgrown and blighted. The city provides limited resources for such projects, and there are a host of local non-profit organizations that offer advice and resources. The explicit goals of the Adopt-a-Lot Program are to reduce crime, increase property values and beautify neighborhoods (Adopt-A-Lot Program, 2011).

The Land Bank encourages residents to use vacant land, while simultaneously reducing the housing stock. The reduction of the supply of housing combined with the stabilization of neighborhoods is supposed to give a boost to property values and ultimately attract investment. In other words, this strategy is supposed to create a rent gap, or a significant divergence between the use-value and exchange-value of property. In order to attract investors, the exchange-value of property must fall below the value that could be created by using it. By creating a mechanism whereby individuals can legally 'adopt' vacant land the Land Bank is generating use-value at the grassroots level, but it is difficult to see how this will create significant use-value for capital. Since land in Flint cannot get much cheaper, the emergence of a significant disjuncture between exchange-value and use-value seems unlikely. Instead, it is much more likely that land in Flint will essentially be freely available to use for the foreseeable future, and there is no reason to think that this will attract capital. This makes Flint a unique environment, in which land is increasingly non-commodified, and a large body of laborers is structurally unemployed. Both of these phenomena can be attributed to Flint's relationship with circuits of capital and its rapid transition from being at the center of industrial production to peripheral space.

Roy's conceptualization of peripheral space is an accurate description of Flint, because it is still linked to the center through circuits of capital, and planning holds familiar assumptions to be true — in this case the idea that the housing market can be bolstered and capital can be attracted. However, this logic clearly does not apply in the case of Flint, as the downward slide of property prices is not likely to be reversed. Rather than exhibiting a *state of becoming*, Flint is in a permanent *state of past-tense* as residents constantly compare the abandonment of today with the city's prosperous heyday. While necessity forces residents to practice 'the art of staying one step ahead of what might come, of being prepared to make a move' (Simone, 2010: 62), they simultaneously cast a nostalgic gaze on the city's erstwhile status as the center of the automotive industry.

Flint's marginalization from the capitalist economy does not amount to excommunication, because there are formal linkages that mediate the relationship between Flint and the wider capitalist economy and society (welfare, medicare, and so on). However, this is exactly why it becomes an 'in-between' space: while the logic of the core adheres, the outcome is wildly different. Kalyan Sanyal's (2007) description of non-capital spaces in postcolonial countries is strikingly accurate for Flint: it 'is the space of the rejected, the marginal, . . . it has no role to play in the creation of the economic conditions of capital's expanded reproduction. The relationship here is not one of extraction/appropriation, rather it is one defined in terms of exclusion and rejection' (*ibid.*: 63–64). In addition to an almost non-existent property market, the labor market is equally bleak; most unemployed laborers simply cannot sell their labor for a wage. Approximately a quarter of Flint's labor force is unemployed (Burden, 2009), and approximately 10% are employed in the public sector (Bureau of Labor Statistics, 2011).

In the course of existing in the state of past-tense, and without the realistic prospect of being reincorporated into capitalist production as a center of industry or postindustrial services, many Flint residents are forced to engage in non-capitalist production. Many people who plant gardens on adopted lots sell extra produce at local markets. One resident who adopts land and builds parks with local youth seems to be motivated by the desire to reverse the city's decline: 'I create parks . . . I'm trying to create permanent stuff — pocket parks . . . we're choosing areas that they probably wouldn't do much with anyway, near the railroad tracks . . . I'm trying to make it usable' (interview, 7 August 2010). Importantly, to this respondent this non-remunerative work also serves as a means of social reproduction: 'I was raised on a farm . . . I want the kids to know what the earth is about'. Another resident who runs a very substantial community garden also made reference to the past, but was also explicit about acting out of sheer necessity: 'We're gonna control our environment. Before there were rats and garbage . . . This was a survival plan . . . I'm taking it back to what was in the beginning' (interview, 6 August 2010). By 'the beginning' this resident meant before Flint was a manufacturing hub. Some local residents volunteered at this particular garden in exchange for produce, but there was not an exact accounting of time spent working or produce received as payment. Rather than a strict contractual relationship there was a common understanding that anyone in need would receive food.

Roy notes the similarities between the work of Gibson-Graham and De Soto who both celebrate individual agency. Gibson-Graham (2006) focuses on the ability of people to engage in non-capitalist relations of production and exchange, thus calling into question the totality of capitalism. De Soto (1989) concentrates on how individuals manage to act in the economy in spite of monumental — and often predatory — bureaucracies. In Flint one can focus on the individual agency of those who 'adopt' vacant land, but since capital has all but disappeared and the state is facilitating the use of vacant land, what is the structure against which we can contextualize their struggle? In the absence of a discernible structure suppressing individual agency such as 'capitalism' or 'the state', Flint is a zone of exception par excellence. A city whose government owns a substantial amount of land and encourages its residents to use it essentially for free is certainly an exception in the United States. Ong (2006) believes that zones of exception are created by powerful interest groups as part of a grand strategy of capital accumulation, but Flint's exceptionality was imposed from outside because its integration within the global economy as a center of industrial production was incompatible with capital accumulation in the twenty-first century. Thus, Flint residents are forced into the kinds of agentic subjectivities celebrated by Gibson-Graham and De Soto out of sheer necessity.

This structured necessity has forced Flint residents to engage in the same kind of plucky entrepreneurialism that is often observed in slums in the global South. Many residents sell the produce grown on their adopted lots at farmers' markets, and one resident told me she planned to begin marketing value-added products such as salsa. The man who ran a substantial community garden had a plan for comprehensive community development that included a windmill to generate electricity, converting abandoned

swimming pools into fisheries, and even a fund to support local youth who want to study medicine. Given the state of Flint's finances, most aspects of the plan will most likely never be realized, but it was significant how he couched his plan in terms of self-sufficiency: 'this is what we have, we have to do the best we can with it . . . a lot of people wait for someone to pick them up — we can pick our own selves up' (interview, 6 August 2010). The line between self-sufficiency and profit motive was blurry, because some of these ventures would allow for the accumulation of capital and he said explicitly that 'I'm not a socialist' (*ibid.*). In this disavowal of socialism the respondent recognized that the non-capitalist mode of production that adhered in his garden was a matter of necessity rather than volition.

The political economy of land has become a hot topic in Flint. While I was conducting one interview, the respondent's friend passed by and stopped to talk. Their discussion revolved around who sought control — rather than ownership — of various properties throughout the city, and potential uses for various abandoned properties. For example, the respondent said he thought one particular group of lots would be a good location for a farmer's market, and then he and his friend discussed which people and institutions would support and oppose such a proposal: 'They're gonna fight you on that' (*ibid.*). The two men displayed a keen understanding of how their participation in the Adopt-a-Lot Program is embedded in a complex political economy, wherein numerous stakeholders vie for control of land. Importantly, rather than on land ownership, their discussion focused on the control of land, which is fluid in spite of being regulated by the Land Bank. The respondent stated that 'the best way to control land is to adopt it' (*ibid.*), but at the end of the interview he casually stated that he may someday have the option to purchase the land that he has adopted. I do not interpret these statements as contradictory, but instead they represent the fluid nature of the practice of land control and the political economy of land in Flint, which is alien to planners and cannot easily be classified as a familiar regime of land management.

In a clear reference to widespread urban informality, the Land Bank's website says that the Adopt-A-Lot Program 'existed informally since the City of Flint started to experience the loss of housing' (Adopt-A-Lot Program, 2011). In other words, Flint residents were 'adopting' — i.e. using — abandoned land and the Land Bank was legitimizing this activity through a process of 'laundering'. This is consistent with the concept of 'gray spaces' that Roy draws on, in which the 'flexibility of the sovereign power' is apparent, with one important difference: in Yiftachel's (2009) version, the state formalizes encroachment by powerful interest groups while marginalized groups that exist in 'gray space' are often evicted, but in Flint the Land Bank supports almost any land use. As one Land Bank employee explained: 'in the end it's about vacant land, it's not about who owns it' (personal communication (interview, 6 August 2010). Furthermore, since the Land Bank has jurisdiction throughout the county, it is able to act as a mechanism for transferring value from the sale of 'out county' properties, those outside the city limits of Flint, to the city center. When houses are seized in neighboring towns with more viable property markets, the Land Bank is able to resell them and invest the returns in development/infrastructure projects in Flint. Many American cities have seen a weakening of cities vis-à-vis their suburbs, but the Adopt-a-Lot Program empowers the inner city and signals a reversal of this trend in Flint. In the next section I discuss the implications of taking an inductive approach and locating subaltern urbanism in the global North.

Implications of approaching subaltern urbanism inductively

My intention in the previous section was to show that subaltern urban space can be located in the global North if the concept is approached inductively. This section explores the three main implications of locating subaltern urban space in both the global South

and the global North. First, the concept facilitates comparative urban research across the North-South divide. I suggest points of comparison between subaltern urbanism in Flint and Dharavi, the Mumbai slum that Roy (2011) drew on for an example of subaltern urbanism, such as how their relationship with other places is mediated, their relationships with municipal authorities and the resistance and livelihood strategies of their residents. Secondly, the types of urban spaces that fall into this category will be expanded, and researchers will be able to identify *subaltern urbanisms*. Thirdly, by creating terms that render cities in the South and North commensurable, knowledge produced in the global South will be more likely to flow to the global North. Finally, I conclude that because quantitatively more subaltern urban space exists in the global South, the term upsets the Northern bias in urban studies in which ‘the city’ in the global North serves as a reference point for Southern urbanism.

First, employing the concept inductively facilitates comparative urban research across the North-South divide. Robinson (2011) observes that urban studies suffers from a general lack of rigorous comparative analyses, despite literature that assumes we live in a ‘world of cities’. She argues that the discipline suffers from a condition that contrasts wealthy modern cities in the global North with poor backward cities in the global South that require development interventions, and these two ‘types’ of cities are portrayed as incommensurable. By comparing subaltern urbanism in the North and South, a challenge can be posed to the twin discourses in which, according to Robinson (*ibid.*), this incommensurability is deeply embedded: modernity and development. For example, the people living under Manhattan call into question the ability of New York’s (both city and state) bureaucracy to exercise sovereignty over a homogeneous and legible territory. Alternatively, the apparent calm ‘normalcy’ and degree of organization that prevail in the tunnels under Beijing force us to question whether it is as treacherous and lawless as it is portrayed in the media, and further research could help explain a great deal about informal institutions and networks that serve to make it livable.

Robinson (*ibid.*) shows that comparing connections between cities can yield fruitful results, so since both Dharavi and Flint are peripheral, one lens through which they could be compared is through their relationships — what I call the *mode of mediation* — with their respective cores. While Flint is approximately 70 miles from the metro Detroit area, Dharavi is embedded in an extremely dense metropolis, so researchers could attempt to determine how proximity to a core urban area affects subaltern urbanism. As is consistent with the ongoing informalization of production processes in India, Dharavi’s residents work in small-scale workshops that produce for formal commodity chains (Sanyal and Bhattacharyya, 2010). Many Flint residents, by contrast, cannot sell their labor for a wage, so they work in the informal sector out of necessity. The informal sector in Flint is disconnected from commodity chains and operates as a subsistence economy. Thus, labor processes are informalized in both places, but for different reasons.

Secondly, by identifying subaltern urbanism inductively, the concept itself is broadened to include a much wider scope of urban forms, and comparisons could lead to the identification of subaltern urbanisms. McFarlane (2010) argues that urban research is implicitly comparative, yet certain cities enjoy privileged positions of being referents against which other cities are compared. He argues that when urban comparisons are explicit, they typically highlight similarities rather than differences, but comparing subaltern urbanisms will most likely show that the four concepts mobilized by Roy are flexible and cohere in varying intensity, form and combinations (*ibid.*). These socio-spatial variants of subaltern urbanisms — each influenced by the uniqueness and history of local institutions — could facilitate the comparison of places that seem wildly different at first inspection. Thus, the term could be inclusive enough to encompass post-hurricane-Katrina-ravaged New Orleans (Harris, 2010), the ‘hyperghetto’ on Chicago’s South Side (Wacquant, 2008), shrinking depopulated cities in former East Germany (Bernt, 2009) and dilapidated working-class neighborhoods in deindustrializing cities in China (Kwan Lee, 2007) and India (Joshi, 2003).

Comparisons of these seemingly diverse urbanisms will most likely indicate that, in addition to their specific form, the causality of the emergence of subaltern urban space can also differ, but according to Robinson (2011) this should not prohibit productive comparisons. In fact, the existence of multiple causalities of subalternity reinforces the assertion that multiple subaltern urbanisms exist and require scholarly attention. For example, Dharavi is in the heart of Mumbai, where land is a valuable commodity and residents must constantly guard against gentrification, or 'laundering', which would dispossess them of urban space (Arputham and Patel, 2010; Boano *et al.*, 2011). In contrast, land in Flint is freely available owing to the near absence of exchange-value, but in spite of residents' emphasis on land control the municipal government insists on enforcing a regime of property rights (as evidenced by the fact that the Flint municipality has institutionalized the informal use of land rather than taken a *laissez-faire* approach). The Land Bank remains the final authority, as it confers legitimacy on those using vacant land. By contrast, Mumbai authorities struggle to exert control over land in Dharavi. While Dharavi residents are threatened by aggressive municipal employees and property developers who seek to develop the area into exclusive residences, offices and even a sports stadium (Banerjee-Guha, 2010), Flint is threatened by further capital flight rather than gentrification.

In spite of inhabiting very different subaltern urban spaces and facing unique challenges and threats to their livelihoods, residents in Flint and Dharavi seem to exhibit some similar responses: they seek to control urban space and engage in 'plucky entrepreneurialism'. In other words, although the causality and conditions of their subalternity may differ, comparative research may indicate that subaltern urbanisms in the South and North engender similar responses from inhabitants.

Research comparing livelihood strategies of deproletarianized laborers in Flint and informal-sector laborers in Dharavi could yield results that inform our understanding of exploitation and resistance. A focus on everyday life, or the *habitus* of subaltern urbanisms, can show how people manage to make claims on urban spaces, and make *places* that are their own in spite of the absence or hostility of municipal authorities. For example, in Dharavi, slum dwellers manage to maintain a presence in spite of over-active municipal governments that criminalize their activities, while Flint residents use the legitimacy of the Land Bank to implement strategies of land control. These strategies differ as a result of the institutional context in which they are embedded, but the goals — and occasionally outcomes — of securing urban space are similar.

Thirdly, employing the concept of subaltern urbanisms inductively could serve as a conduit for the transmission of knowledge from the global South to the global North. It should now be clear that hyper-global space and subaltern urbanisms alike can be located in both the global South and the global North. Although I am critical of a deductive approach, which limits subaltern urbanism to megacities in the global South, it is likely that there is quantitatively more subaltern space in the global South, and that these spaces are very important sites of resistance (Harvey, 2008; Hardt and Negri, 2009) and innovations in informal urbanism. While the knowledge informing the production of hyper-global space is commonly developed by architects and consultants based in the global North, it seems logical that resistance strategies generated in subaltern urban spaces could be transmitted from the global South to the global North. In a recent example that is not from subaltern urban space but does demonstrate that the practice of resistance can involve South-North knowledge transfer, protestors involved in the Occupy Wall Street movement sought to learn from the occupation of Tahrir Square (Keating, 2011; Occupy Wall Street, 2011). Facilitating the transfer of knowledge from South to North is crucial because Flint is not alone. Many cities in America's Rust Belt have experienced painful transitions to so-called 'post-industrialism', which now appears to be a euphemism for subaltern urbanism. The concept of subaltern urbanism can serve as a useful context for residents in these cities to develop creative responses, as residents and policymakers come to terms with their exclusion from wider economic circuits.

Finally, the significance of producing transferable knowledge about urban forms and processes in the global South cannot be overstated. Urban studies has largely been unable to overcome its bias that inevitably locates ‘the city’ in the global North (McFarlane, 2010). In one egregious example, *Antipode* (2010) released a special issue on new state spatialities, and the section entitled ‘Theoretical approaches to state spatiality’ featured four articles whose empirics were drawn from England. Roy (2009b; see also Robinson 2002; 2011) has been critical of this Northern bias, given the emergence of what she calls ‘the 21st-century metropolis’. Roy (*ibid.*: 822) argues that these metropolises — such as Shanghai, Cairo and Mexico City, to name only a few — are harbingers of twenty-first-century urbanity and therefore ‘it is necessary to view all cities from this particular place on the map’. Thus, research agendas must not only include Southern urbanism, but phenomena in twenty-first-century metropolises must be reference points for understanding urbanism in general. Many scholars seem cognizant of the seismic shift in urban studies brought about by the emergence of twenty-first-century metropolises, and research agendas are beginning to reflect the importance of Southern urbanism, but its *influence* on Northern urbanism has been scant. For example, Lees’ (2012: 158) recent intervention calls for a comparative study of gentrification that does ‘not read gentrification in the Global South as simply the recreation of the periphery (the urban South) in the image of the supposed centre (London or New York)’. While I agree with this argument in principle, it is still biased toward ‘the city’ of the global North, because this is where the research agenda is developed; that is, where ‘gentrification’ is named and studied, and it is against this research that Southern gentrification is compared. I argue that scholars should not simply show how urbanism in the global South compares with ‘the city’ in the global North, but instead concepts originating in the global South should drive comparative urban research (see Roy, 2003b for one example).

Watson (2009: 2270) argues that in many urban agglomerations in the global South there exist ‘competing rationalities’ and norms, but there is reason to believe that similar counter-rationalities can be found in the global North. Indeed, Comaroff and Comaroff (2011; see also Rehbein, 2010) argue that in many ways events in the global South have begun to presage events in the global North; to a Zulu living in Soweto under apartheid, Johannesburg — ‘the city’ — was revanchist long before the term ‘gentrification’ was coined. Subaltern urbanism is useful because it can be developed and refined in twenty-first-century metropolises, and cautiously applied to places in the global North that exist beyond current epistemological and methodological limits.

Conclusion

Roy (2011: 227) quotes Dutch architect Rem Koolhaas who, on a flight over Lagos, was shocked at the ‘ingenious, alternative systems’ and ‘self-organizing’. Apparently this led him to proclaim that ‘Lagos is not catching up with us. Rather, we may be catching up with Lagos’. Koolhaas seems to be saying that the subaltern urbanism he observed in Lagos will someday be a feature of the urban landscape in the global North. If he flew over Flint and saw the largest brownfield site in the United States adjacent to a vast space in which community gardens are intermingled with extensive abandonment, he may admit that the time has already arrived.

Roy argues persuasively that urban scholars must recognize the many urban spaces that exist beyond current epistemological and methodological limits. In this article I have argued that the concept can be significantly broadened if it is employed inductively. If subaltern urbanism is identified inductively, then the concept is useful for studying urban transformation across the globe. First, it can help us deconstruct the North-South divide and engage in meaningful comparisons of very unique urban spaces. This will bring a wide range of heterogeneous urban forms into view — that is, subaltern urbanisms — which can act as a conduit for knowledge to flow from South to North.

Seth Schindler (schindse@staff.hu-berlin.de), Institute of Asia and Africa Studies, Humboldt University Berlin, Unter den Linden 6, 10099 Berlin, Germany.

References

- Adopt-A-Lot Program (2011) [WWW document]. URL <http://thelandbank.org/downloads/adopt-a-lot.pdf> (accessed 9 October 2011).
- Antipode* (2010) Special issue on new state spatialities. *Antipode* 42.5, 1037–307.
- Arputham, J. and S. Patel (2010) Recent developments in plans for Dharavi and for the airport slums in Mumbai. *Environment and Urbanization* 22.2, 501–4.
- Banerjee-Guha, S. (2010) Revisiting accumulation by dispossession: neoliberalising Mumbai. In S. Banerjee-Guha (ed.), *Accumulation by dispossession: transformative cities in the new global order*, Sage, New Delhi.
- Bernt, M. (2009) Partnerships for demolition: the governance of urban renewal in East Germany's shrinking cities. *International Journal of Urban and Regional Research* 33.3, 754–69.
- Boano, C., M. Garcia Lamarca and W. Hunter (2011) The frontlines of contested urbanism: mega-projects and mega-resistances in Dharavi. *Journal of Developing Societies* 27.3–4, 295–326.
- Burden, M. (2009) Flint's unemployment rate hits 27.3 percent in May. *Flint Journal* 16 July [WWW document]. URL http://www.mlive.com/business/mid-michigan/index.ssf/2009/07/flints_unemployment_rate_hits.html (accessed 20 March 2011).
- Bureau of Labor Statistics (2011) *Flint at a glance* [WWW document]. URL http://www.bls.gov/eag/eag.mi_flint_msa.htm (accessed 9 October 2011).
- Comaroff, J. and J. Comaroff (2011) *Theory from the South: or, how Euro-America is evolving toward Africa*. Paradigm Publishers, Boulder, CO.
- Davis, M. (2004) Planet of slums: urban involution and the informal proletariat. *New Left Review* 26 (March/April), 5–34.
- De Soto, H. (1989) *The other path: the invisible revolution in the third world*. Harper and Row, New York, NY.
- Dewar, M. (2006) Selling tax-reverted land: lessons from Cleveland and Detroit. *Journal of the American Planning Association* 72.2, 167–80.
- Estrin, J. (2010) Finding community in the shadows. *The New York Times* 20 July [WWW document]. URL <http://lens.blogs.nytimes.com/2010/07/20/showcase-190/> (accessed 9 October 2011).
- Gibson-Graham, J.K. (2006) *A postcapitalist politics*. University of Minnesota Press, Minneapolis, MN.
- Graham, S. and S. Marvin (2001) *Splintering urbanism: networked infrastructures, technological mobilities and the urban condition*. Routledge, London.
- Hardt, M. and A. Negri (2009) *Commonwealth*. Harvard University Press, Cambridge, MA.
- Harris, L. (2010) Subaltern city, subaltern citizens: New Orleans, urban identity, and people of African descent. In G. Pandey (ed.), *Subaltern citizens and their histories: investigations from India and the USA*, Routledge, Oxon and New York, NY.
- Harvey, D. (2008) The right to the city. *New Left Review* 53 (September/October), 23–40.
- Joshi, C. (2003) *Lost worlds: Indian labour and its forgotten histories*. Permanent Black, Delhi.
- Kaplan, D. (2009) Notes from the underground: welcome to the world of the mole people. *New York Post* 6 March [WWW document]. URL http://www.nypost.com/p/entertainment/item_cBpY2m15R9J0ysIm58QK1M (accessed 9 October 2011).
- Katz, J. (2001) Analytic induction. In N.J. Smelser and P.B. Baltes (eds.), *International encyclopedia of the social and behavioral sciences, Volume 1*, Elsevier, Amsterdam.
- Keating, J.E. (2011) From Tahrir Square to Wall Street: what can 'Occupy Wall Street' learn from the activists who took down Hosni Mubarak? *Foreign Policy* 5 October [WWW document]. URL http://www.foreignpolicy.com/articles/2011/10/05/from_tahrir_square_to_wall_street (accessed 9 October 2011).
- Kwan Lee, C. (2007) *Against the law: labor protests in China's Rust Belt and Sun Belt*. University of California Press, Berkeley and Los Angeles, CA.

- Land Bank Website (2011) *About us* [WWW document]. URL <http://thelandbank.org/aboutus.asp> (accessed 9 October 2011).
- Lees, L. (2012) The geography of gentrification: thinking through comparative urbanism. *Progress in Human Geography* 36.2, 155–71.
- McFarlane, C. (2010) The comparative city: knowledge, learning, urbanism. *International Journal of Urban and Regional Research* 34.4, 725–42.
- Mitchell, J.P. (2007) Ethnography. In W. Othwaite and S.P. Turner (eds.), *The Sage handbook of social science methodology*, Sage, Thousand Oaks, CA.
- Occupy Wall Street (2011) MUST READ: Documents from Tahrir Square [WWW document]. URL <http://occupywallst.org/forum/must-read-documents-from-tahrir-square/> (accessed 9 October 2011).
- Ong, A. (2006) *Neoliberalism as exception: mutations on citizenship and sovereignty*. Duke University Press, Durham, NC.
- Ragin, C.C. (2000) *Fuzzy-set social science*. University of Chicago Press, Chicago, IL.
- Rehbein, B. (2010) Critical theory after the rise of the global South. *Transcience* 1.2, 1–17.
- Robinson, J. (2002) Global and world cities: a view from off the map. *International Journal of Urban and Regional Research* 26.3, 531–54.
- Robinson, J. (2011) Cities in a world of cities: the comparative gesture. *International Journal of Urban and Regional Research* 35.1, 1–23.
- Roy, A. (2003a) *City requiem, Calcutta: gender and the politics of poverty*. University of Minnesota Press, Minneapolis, MN.
- Roy, A. (2003b) Paradigms of propertied citizenship: transnational techniques of analysis. *Urban Affairs Review* 38.4, 463–91.
- Roy, A. (2009a) Why India cannot plan its cities: informality, insurgency and the idiom of urbanization. *Planning Theory* 8.1, 76–87.
- Roy, A. (2009b) The 21st-century metropolis: new geographies of theory. *Regional Studies* 43.6, 819–30.
- Roy, A. (2011) Slumdog cities: rethinking subaltern urbanism. *International Journal of Urban and Regional Research* 35.2, 223–38.
- Sanyal, K. (2007) *Rethinking capitalist development: primitive accumulation, governmentality and post-colonial capitalism*. Routledge, New Delhi and Oxon.
- Sanyal, K. and R. Bhattacharyya (2010) Beyond the factory: globalization, informalisation of production and the new locations of labour. *Environment and Political Weekly* 44.22, 35–44.
- Sassen, S. (1991) *The global city: New York, London, Tokyo*. Princeton University Press, Princeton, NJ.
- Sassen, S. (1996) Whose city is it? Globalization and the formation of new claims. *Public Culture* 8.2, 205–23.
- Sassen, S. (2005) The repositioning of citizenship and alienage: emergent subjects and spaces for politics. *Globalizations* 2.1, 79–94.
- Simone, A. (2010) *City life from Dakar to Jakarta*. Routledge, New York, NY.
- Smith, N. (2008) *Uneven development: nature, capital and the production of space*. Third edition, University of Georgia Press, Athens, GA.
- Wacquant, L. (2008) *Urban outcasts: a comparative sociology of advanced marginality*. Polity Press, Malden, MA.
- Watson, V. (2009) Seeing from the South: refocusing urban planning on the globe's central urban issues. *Urban Studies* 46.11, 2259–75.
- Wong, E. (2010) The air-raid-shelter apartments under Beijing. *The New York Times* 22 April [WWW document]. URL <http://www.nytimes.com/2011/04/24/magazine/mag-24YouAreHere-t.html> (accessed 9 October 2011).
- Yiftachel, O. (2008) (Un)settling colonial presents. *Political Geography* 27.3, 365–70.
- Yiftachel, O. (2009) Critical theory and 'gray space': mobilization of the colonized. *City* 13.2/3, 246–63.